Chroniques

LIBERTAIRES

C.I.R.A.

1er semestre 1989 – Numéro double : 20 F.

8 – 9

ATTENTION, NOUVELLE ADRESSE!

CHRONIQUES LIBERTAIRES,
B.p.266, 75624, Paris cedex13.
C.c.p. 1 404 03 T Paris.

Abonnements:
5 numéros: 45 F.
Etranger: 55 F.

Nouvelle année, vieux monde.

Rien de plus déprimant pour l'éditorialiste d'une revue comme la nôtre que de s'excuser rituellement du retard pris dans sa publication. Afin de conjurer la répétition de cet exercice, nous nous abstiendrons désormais d'annoncer un rythme de parution.
Remercions tout de même les quelques originaux parmi nos lecteurs qui se sont plaint de n'avoir pas reçu **Chroniques libertaires** en temps et en heure. C'est donc qu'ils ne doutaient pas que la revue fût parue ! Cette confiance nous a réchauffé le coeur, d'autant plus que les motifs de réconfort nous ont fâcheusement manqué ces derniers mois. Outre les sempiternels problèmes financiers, les départs (pour cause de lassitude ou vers d'autres activités) de notre maquettiste, de notre secrétaire-trésorière et d'un rédacteur ont réduit de moitié le noyau de notre équipe. La réalisation de ce numéro nous a donc demandé davantage de temps. Une nouvelle maquette nous permet de publier davantage de textes, mieux présentés. Nous avons changé de directeur de publication, d'adresse et de compte postal. Bref, nous continuons, avec les moyens dont nous disposons.

Sommaire

Inventaire 89
Le silence et la terreur
Suicide, mode d'emploi : suite...
Actualité situationniste
Traduttore traditore
De la révolution
Chronique des revues
Aux lions !
Gauguin, un sauvage au Palais
Du côté des livres
L'anarchie dans tous leurs états
Echos
Dernières parutions

Ont participé à réalisation de ce numéro: Paul GAUGUIN, Claude GUILLON, Yves LE BONNIEC, Thierry MARICOURT, Frank MINTZ, Jean-Louis PHAN-VAN, Florence TOSI, Martin ZEMLIAK.

Responsable de la publication: Florence TOSI.
Imprimerie UTOPIE, 41, rue Piat, 75020 Paris.
D.l.: 45668
ISSN: 0181-7191

INVENTAIRE 89

L'exposition intitulée «89 Avant-première», organisée en juin 1988 à la Villette, a illustré au-delà de toute crainte le style politico-commercial qui est la marque du Bicentenaire. Il faudrait tout un dictionnaire pour recenser les horreurs visibles lors de cette foire. J'ai donc sélectionné pour vous...

Un projet présenté au concours «Objet 2000» organisé par le ministère du commerce: un étui de trois préservatifs, l'un blanc, l'autre bleu et le troisième rouge; l'étui transparent est décoré de figurines révolutionnaires et porte la devise suivante: «Pas d'histoires». On voit que tout s'achète et se vend sous l'étendard de 89: du Champagne (cuvée «Assignat» chez Granier), «Guillotine» un jeu «de simulation pour vivre la révolution» (249 F.), des badges («Révolutionne-moi», Mirabeau ou Robespierre en figurines peintes à la main (très laides, chez Starlux), des baguettes de pain tricolores, une moquette de 16 m2 portant imprimé un «jeu de l'oie de la Révolution». Les fabricants d'un flexible de douche, évidemment «révolutionnaire», le Zoomy, espéraient bien eux-aussi décrocher le label du Bicentenaire. Pourquoi pas en effet ! Toute la racaille des «créatifs» a senti l'odeur de la soupe. Et d'accourir ! L'un propose de badigeonner en tricolore la Tour Eiffel et les rues avoisinantes (si ! si !), l'autre préfère la place de la Bastille et les Champs-Elysées. Je n'oublie pas l'inauguration, en principe prévue pour le 14 juillet prochain, de l'espèce d'infect paté de béton et de verre, à mi-chemin entre la piscine municipale et le siège de banque, qui défigure la Bastille sous le nom d'Opéra. Le programme prévoit -je cite- «un embrasement du bâtiment». J'espère qu'il se trouvera assez de monde pour le réaliser au pied de la lettre. Quant à la politique, chacun y va de sa sauce. Les staliniens sont de la partie, dans le registre pédagogique où ils excellent. Les quelques fiefs électoraux qui leur restent travaillent ferme à rajeunir la propagande jacobine-bolchevik. De magnifiques brochures sont éditées (notamment en Seine-Saint-Denis) qui vantent la constitution de 1793 et annonçent la collecte de nouveaux «cahiers de doléance». Le journal *PIF* inclut désormais un quatre pages central, «Le petit sans-culotte, Gazette satirique, drôlatique, comique et historique». Cocarde tricolore et bons sentiments jusqu'à écoeurement.

LE SABOTAGE

Diverses initiatives ont été prises tant à Paris qu'en province en vue de saboter les festivités contre-révolutionnaires du Bicentenaire. En novembre dernier, un «Comité des Sans-cravates» lançait un appel. Remarquant judicieusement que «ceux qui veulent commémmorer 1789 veulent en fait en finir avec l'idée même de révolution», les promoteurs du comité proposent de «profiter de 1989 pour réactualiser l'idée de la révolution». Une première réunion parisienne s'est tenue en décembre. Le contenu et le style des campagnes à mener devront être précisés, le principal danger, à mon sens, étant de faire du comité une espèce de cartel d'extrême-gauche (genre Secours rouge) ou même libertaire, qui mettrait à la sauce Bicentenaire les petites marchandises militantes (tes chômeurs, mes prisonniers politiques, etc.). L'idée d'une manifestation internationale qui prendrait pour objectif la prison de la Santé à Paris semble faire son chemin.

A Lille c'est une «Coordination Bastille Revival» qui a publié une brochure intitulée 1989 Insurrection mode d'emploi. Le symbolisme, à mon avis très ringard, du sans-cravate, est réutilisé. Des propositions humoristiques et sympathiques voisinent avec des gadgets débilo-modernistes. Les auteurs recommandent une insurrection des marteaux (prix modestes, pas de permis de port d'armes exigé, objectifs nombreux) mais annonçent, sérieusement semble-t-il, un «Minitel des Doléances» dont les résultats imprimés seraient portés à l'Elysée le 14 juillet. C'est bien la peine de détourner le slogan Ricard: «Une insurrection sinon rien». Il semble que nos camarades hésitent encore.

.Comité des Sans-cravates, contact: ADC «Initiative 1989», Maison des associations, 35-37 av. de la Résistance, 93100 Montreuil.

.Coordination Bastille Revival, BP 112, 59016 Lille Cedex.

. Egalement: «Comité des enragés» c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan Cedex.

EN BREF

Sade

Dans un numéro spécial de *L'Histoire* consacré à 89, Maurice Lever signe un article intitulé «Sade, le marquis «sans-culotte»(1789-1795)». Il y souligne bien les contradictions et les revirements de D.A.F. Quant au texte que nous avions republié dans Chroniques, Idée sur le mode de sanction des loi, qu'il s'accorde à juger «le meilleur de ses textes politiques», il n'y trouve finalement de remarquable que la confiance que Sade exprime dans les représentants du peuple. Voilà justement un passage que l'on a toutes raisons de croire dicté par la prudence de Sade face aux maîtres de l'heure ! Par ailleurs, pourquoi ne pas renvoyer en bibliographie aux *Ecrits politiques* de Sade, parus chez 10/18 ? Enfin, c'est sans doute parce que M. Lever prépare lui-même une biographie du marquis qu'il passe sous silence celle de J-J. Pauvert (dont le premier volume paru ne couvre pas il est vrai la période révolutionnaire). Lever annonce également un volume des «papiers de famille» de Sade.

Guide

Les lecteurs intéressés pourront obtenir gratuitement le *Guide des sources de l'histoire de la Révolution française dans les bibliothèques* en en faisant la demande auprès de la Direction du livre et de la lecture, 27, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Vendée

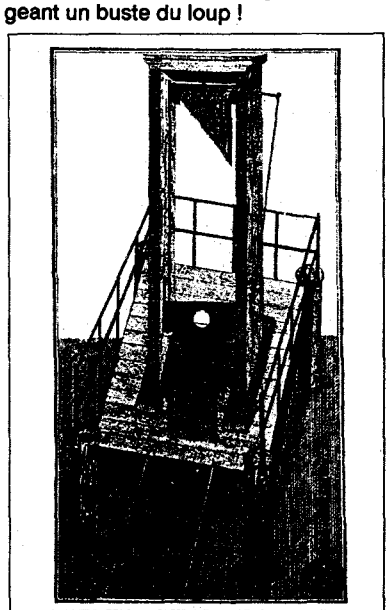
Michel Ragon se réaffirme compagnon de route des milieux libertaires (dans un entretien publié par *Le Monde libertaire*, 22 sept. 1988). Il annonce la réédition dans la collection «Terre humaine» de son premier livre *L'accent de ma mère*, augmenté d'un dossier ethnographique et historique sur la Vendée. Il déclare à ce propos: «Je pense que les Vendéens, du moins dans un premier temps -après ils ont été récupérés par l'aristocratie et l'Eglise, ça c'est évident-, c'était une révolte foncièrement libertaire. C'est pour ça qu'ils ont été vaincus d'ailleurs. Ils ne voulaient ni lois ni rois, disaient-ils, «Point de lois, point de rois». Et ça, ça déplait à tout le monde, y compris à Robespierre bien sûr.»

Lyon 89

Le comité Lyon 89 annonce que la réunion anarchiste internationale prévue pour septembre prochain n'aura pas lieu, le nombre de personnes prêtes à participer à son organisation s'avérant insuffisant.

La tête de Robespierre

Gaston Mertz, président de l'association «Vive 89 la Carmagnole», a obtenu de la municipalité Pc de Thionville qu'un buste de Robespierre orne un square qui prendrait le nom de l'ancien député d'Arras. Devant la polémique suscitée par son initiative, il assure n'avoir songé «qu'à célébrer les sans-culottes et à mettre l'accent sur l'aspect social de la révolution». (cf. *Le Monde*, 18 nov. 1988) Autant célébrer la mémoire de l'agneau en érigeant un buste du loup !


LA VERITABLE GUILLOTINE ORDINAIRE.
MA LE BON SOUTIEN POUR LA LIBERTÉ!

Le silence et la terreur
Tableau de moeurs.

Début octobre 1988, un court article du *Monde* signalait que quatre détenus d'Action directe entamaient une grève de la faim pour réclamer «la fermeture des quartiers d'isolement, la fin et la levée immédiate de toutes les mesures d'isolement et en solidarité avec la lutte des prisonniers basques». Répétition, à l'approche d'un procès qui n'eut pas lieu, pour cause de grève des gardiens de prison, de l'action spectaculaire menée par les détenus(e)s d'A.d. entre le premier décembre 1987 et le 26 mars 1988. Leurs revendications d'alors étaient les mêmes si l'on y ajoute le regroupement par attribution du statut de «détenus politiques». Le mot embarras est faible pour décrire l'attitude des milieux libertaires face à ce que les militants d'A.d. présentaient comme une lutte à mort. A-t-on oublié les audiences dantesques où rituellement un médecin expert venait attester que les demi-cadavres prostrés sur leur siège étaient parfaitement aptes à être jugés, qù l'on interrompait la cérémonie funèbre le temps d'une perfusion ? Laissera-t-on perdre pour l'histoire de l'ignominie la perle de l'avocat général stigmatisant le surnom que s'était choisi Rouillan: «On l'appelait Klaus dans son groupe. Ce prénom a une consonance S.S. !» (*Le Monde*, 28-29 février.) Or il advint que ce furent les démocrates honnis, les ridicules humanistes qui réagirent les premiers à tout cela. La Ligue des droits de l'homme demandait à Chalandon de mettre fin à l'isolement des détenus tandis que Geismar dénonçait la «terreur d'Etat».

Dans leur grande majorité, les libertaires se taisaient. Il me paraît utile de revenir sur ce silence non seulement pour le flétrir mais pour en énumérer quelques à-côtés peu réjouissants. J'avais évoqué en mars 1985 (dans un texte intitulé «Contre A.d. et contre l'Etat» publié par *Le Monde libertaire*, *l'Entraide* et *IRL*) la gêne des libertaires à prendre clairement position à la fois contre AD et contre le terrorisme d'Etat. Quelques explications confuses glanées ça et là peuvent contribuer à l'éclairer.

Disons tout de suite que la confusion ne régnait pas chez les seuls anars, l'attitude passée des militants d'A.d., le comportement de leur principal défenseur, Maître Ripert, qui semblait davantage un croque-mort qu'un avocat tant il accueillait sans scandale chaque nouvelle journée de procès, allant jusqu'à combattre toute initiative qui aurait tranché avec la morbidité supposée héroïque de ses clients, tout cela n'aidait pas à y voir clair, même pas ceux et celles qui s'étaient réunis dans un Collectif d'information sur la grève.

Le Monde libertaire (n°691, 21 janv.) donnait la parole à Ripert, qui déclarait: «Je défends des prisonniers politiques, et tant qu'ils seront mes clients, je m'attacherai à ce qu'ils puissent vivre et s'exprimer politiquement.» De quelle expression s'agit-il ? Parlant du déploiement policier autour de la salle d'audience, Ripert ajoute: «Nous assistons à une machination judiciaire destinée à interdire un mode d'expression politique qui ne pratique pas la lutte armée, qui ne la soutient pas, mais qui accepte de la reconnaître comme une forme d'expression politique.» En fait de confusion, il est difficile de faire mieux. En somme, il y a des gens qui par exemle adhèrent à des syndicats ou rédigent des journaux, et d'autres descendent des patrons et des généraux au coin des rues; chacun son truc, tout le monde a bien le droit de «s'exprimer» de la manière qui lui convient le mieux, on est en République ou non ? S'il s'agissait d'humour noir, on pourrait en rire, mais ni Ripert ni les militants d'A.d. ne semblent posséder de grands talents dans ce domaine. C'est plus tristement le dernier refuge de la stratégie groupusculaire: réclamer à l'ennemi qu'il vous rende les honneurs dûs à un combattant vaincu (ici, le statut de «politique»). On va voir que cette déplorable et surtout dérisoire tentation n'est pas propre aux partisans de la lutte armée. Commentant précisément l'action d'A.d., *Courant alternatif* (mars 1988) n'écrit-il pas: «le ressort de l'action militante, c'est quand même la conquête d'une légitimité sociale.» Peut-être l'éditorialiste ne l'entend-il pas de la même manière que Rouillan, mais c'est le même désir de reconnaissance, auquel Henri Lefebvre seul accèdera en faisant savoir qu'il considère A.d. comme une espèce de tendance du projet communiste tel qu'il le conçoit (en plein accord donc avec le voeu de Ripert). Disons en passant que cela sent fort le marketing subversif; les assassinats sont impopulaires, abstenons-nous; s'ils plaisent, nous égorgerons tant qu'il faudra; le public préfère (façon de parler) l'agit-prop, qu'à cela ne tienne, branche la ronéo ! Voilà qui n'est guère favorable à la réflexion théorique sur la violence et le projet révolutionnaire. Dans le numéro déjà cité, le *M.I.* publiait un article honnête de Gérard Coste qui regrettait le «black-out» de beaucoup d'anarchistes, et un communiqué de la F.a. consacré pour moitié à condamner l'isolement des prisonniers et pour moitié à critiquer A.d. Ni dans le M.I., ni dans le dossier de six pages de Courant alternatif ne figuraient d'extraits des textes envoyés de prison par Aubron, Rouillant, Ménigon et Cipriani. On n'en citait pas davantage dans *IRL* (fév.-mars 1988) dont l'éditorial affirmait la nécessaire solidarité avec des êtres humains «victimes du système». Ni textes ni même la plus petite mention de la grève de la faim dans *Lutter*, journal de l'U.T.C.L. (n°22, fév. 1988) dont les militants étaient, il est vrai, fort occupés à «faire avancer l'alternative»... en rejoignant les collectifs mis en place autour de la candidature de Pierre Juquin. Comme ils le disaient, «Faute d'autres voies ouvertes, nombreux sont ceux qui s'exprimeront avec le bulletin de vote contre la droite». Autant, donc, leur proposer un vote intelligent. Remarquons là encore le souci de suivre au plus près le comportement des consommateurs, quitte à admettre que rien, en février 1988, n'était plus urgent que de «s'exprimer contre la droite». (Nota: l'U.T.C.L. de Toulouse a participé aux actions de protestation.)

Seul *Réflexes* (n°14, mars 1988) publiait à l'intérieur d'un dossier de cinq pages des extraits des témoignages des grévistes. C'était également le cas, en dehors des journaux libertaires, du bulletin de l'Association des parents et amis des détenus (A.P.A.D., 29, rue Stephenson, 75020, Paris, n°9, fév. 1988) et d'une petite revue soutenant la lutte armée intitulée *Rock Army Fraktion*. Ce n'était pas le seul risque de mort qui rendait les textes des militants d'A.d. poignants, mais le fait qu'enfin ils avaient quelque chose à nous dire, à nous apprendre, qu'enfin ils parlaient à la première personne, ne retrouvant le misérable jargon marxiste-léniniste-combattant qu'en conclusion de chaque témoignage et dans la déclaration du 26 mars 1988 annonçant la fin de la grève.

Hélas, ceux qui s'étaient tant moqués de ce jargon allaient censurer pareillement des textes où les militants d'A.d., contraints par la souffrance et l'isolement, parlaient soudain une langue simple, émouvante, parfaitement audible. N'est-ce pas cela d'ailleurs qui fut conjuré par le silence ? Pourtant, une revue comme *Politis* prenait le risque (si risque il y eut) de publier le texte de Nathalie Ménigon. D'honnêtes journalistes de gauche étaient donc plus conséquents que des anarchistes ! Voilà qui est bien triste.

En se taisant les libertaires ont peut-être voulu faire croire qu'ils avaient rompu définitivement avec ce qu'ils considèrent comme une période sombre de leur histoire, je veux parler de l'époque de la «propagande par le fait». Des années de patient militantisme seraient ainsi ruinées par de fâcheuses associations d'idées. Ces angoisses de boutiquier montrent a contrario que rien n'est réglé dans les têtes et que le minimum de réfléxion théorique qui devrait permettre de dire haut et clair ce que l'on pense, sans état d'âme ni souci du qu'en-dira-t-on, fait défaut à beaucoup de ceux qui se récla-

Fieschi, auteur de la machine infernale (Louis-Philippe).

L'anarchiste Ravachol (1892)

Caserio, le meurtrier du Président Carnot (1894)

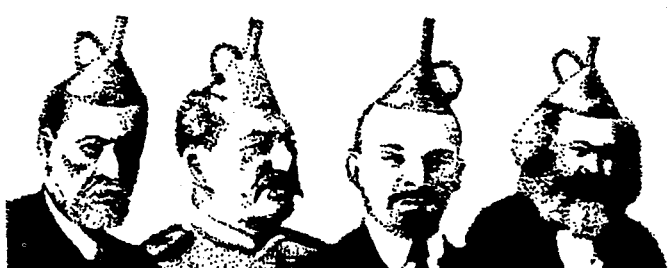
ment de l'anarchisme ou du «communisme libertaire».
Ravachol n'a pas fini d'embarrasser les anarchistes, y compris ceux qui grimacent de dégoût à la seule évocation de son nom. A chacun ses aversions; pour moi, je me défie de ceux qui laissent s'accomplir des ignominies sous leurs yeux et se taisent quand ils ont les moyens de parler.

Une provocation

Sollicité par des amis membres du Collectif d'information sur la grève, j'eus finalement l'idée de porter plainte conjointement avec Yves Le Bonniec contre Albin Chalandon, garde des sceaux. Nous déposâmes plainte avec constitution de partie civile pour «provocation au suicide» et «non-assistance à personne en danger». La provocation avait été définie (si l'on peut dire) par la loi du premier janvier 1988, explicitement dirigée contre *Suicide, mode d'emploi.* A l'époque, Chalandon déclarait qu'il avait paru «souhaitable d'introduire dans le code pénal des dispositions répressives punissant ceux qui, profitant de la faiblesse, peut-être passagère, d'êtres momentanément dépourvus ou démunis de leurs facultés de discernement les poussent au suicide.» Tel est manifestement le cas, ajoutions-nous dans notre plainte, des militants d'Action directe rendus physiquement et psychiquement fragiles par leur jeûne. Par ailleurs, Chalandon ne cherchait-il pas à pousser les grévistes au suicide en annonçant qu'il ne cèderait pas «au chantage» ? Enfin, le garde des sceaux estimait qu'il s'agissait d'une «demi-grève parce qu'ils continuent à se nourrir de vitamines. C'est ce qui explique qu'ils soient encore en vie.» Par là même, il préconisait ouvertement comme moyen de se donner la mort l'interruption du traitement vitaminique ce qui le faisait tomber sous le coup de l'alinéa 3 du même article 318-1 du code pénal.
En ce qui concerne la «non-assistance», la notion de «péril» encouru par une personne avait été précisée (si l'on peut dire) par la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 26 novembre 1986 rendu contre Yves Le Bonniec: «Le péril consiste en un état dangereux faisant craindre de graves conséquences pour la personne qui y est exposée, quelle qu'en soit la cause ou la nature.» Cette définition s'appliquait à merveille aux grévistes d'A.d.
Il nous semblait plaisant et utile de retourner contre leurs auteurs des textes juridiques qu'ils utilisaient contre nous. Nous escomptions aussi un effet de scandale, les plaintes contre le ministre de la Justice n'étant pas monnaie courante. Or, à l'exception du *Monde libertaire* (n°698, 10 mars 1988) qui publia l'intégralité du texte de la plainte, et de France-Culture, aucun organe de presse ne souffla mot de notre initiative. Je croisais journellement les journalistes chargés de suivre le procès A.d. dans des conférences de presse diverses. Tous reçurent en temps utile le document et les moyens d'en vérifier l'authenticité auprès de notre conseil, Maître Christine Martineau. *Libération* consacra des pages entières à la grève, recensa soigneusement toutes les pétitions et démarches. Pas une ligne sur la nôtre. Nous soupçonnait-on de vouloir à grand renfort de publicité, vendre cinquante exemplaires supplémentaires de *Suicide, mode d'emploi* qui s'ajouteraient aux 130 000 déjà diffusés ? Je l'ignore. En tout cas, l'accueil ne fut pas plus empressé dans les cercles où l'on prétendait chercher tous les moyens de briser le mur du silence. Notre plainte n'avait bien entendu aucune chance d'aboutir, mais pour une seule raison qui valait qu'on l'examine: le défaut d'intérêt; autrement dit, nous n'avions pas fait la preuve que nous étions directement concernés par le sort des gens d'A.d., par exemple en tant que parents. La suite à donner s'imposait d'elle-même: des parents des grévistes devaient reprendre la plainte (au moins son principe) à leur compte. C'est ce que je proposais lors d'une réunion publique, pour me heurter à Maître Ripert qui n'hésita pas à assurer que, même déposée par des proches, la plainte était irrecevable. Notre initiative relevait à son avis de la plaisanterie de mauvais goût. Ce qu'il fallait, semble-t-il, c'était attendre au garde-à-vous que les quatre d'A.d. crèvent ou que le prolétariat d'Europe de l'Ouest se soulève en masse pour les tirer de leurs cellules. Personne n'ayant hélas d'autre idée, plaisante ou non, la réunion - puis, dans les jours suivants le mouvement de prostestation entier - sombra dans l'hébétude morbide et les querelles groupusculaires.
La lutte à mort entre l'Etat et A.d. finit sur un armistice assez piteux. Les quatre avaient décidé de survivre, ce que personne ne leur reprochera.

Au bout du compte: une Justice ignoble, des journalistes odieux, des libertaires sourds et muets, un avocat qui représente des guérilleros mais pratique une défense de connivence. Tableau de moeurs démocrates ordinaires.

Claude Guillon.



Ca commence le matin, tous les matins à l'infini, tu n'es pas réveillé, déjà le stress, la confrontation, leur haut-parleur, eux qui hurlent dedans, plusieurs fois la même chose comme si on était tous -les détenus- des idiots et qu'on entendraient pas avec le bordel qu'ils font. Et encore, quand je dis ça commence le matin, c'est faux en fait. Ce qui commence le matin, c'est qu'à nouveau tu les perçois consciemment, qu'ils te réveillent. Mais la nuit, c'est encore bien souvent pire, tu te réveilles et tu te réendors, tu te réveilles et tu te réendors, plusieurs fois. Des fois, c'est conscient, des fois, ça ne l'est pas parce que tu es trop crevé. Mais le matin, tu le sens, t'es complètement «matsch», à côté de la plaque dans ta tête et tu peux rien foutre. Tu hantes la cellule de long en large, avec une tension bien précise en toi. Des fois, la nuit, tu t'en aperçois parce que l'autre, le maton, laisse exprès la lumière allumée jusqu'à ce que tu te réveilles, et quand tu te soulèves, il éteint comme si de rien n'était - sadisme- fascisme concrêt.

Georges Cipriani.

Parce que certaines filles venaient nous parler à la porte, elles étaient punies de mitard (4 à 6 jours). De petits «espaces de communication», aussi dérisoires soient-ils, restaient ainsi ouverts par la solidarité. Sans doute furent-ils jugés ingérables par l'administration pénitentiaire. Au mois d'Août était disciplinairement transférée la dernière détenue encore à l'isolement en D 11 R.
A partir de là, des pressions ont été exercées sur les filles du mitard pour qu'elles ne nous parlent plus : une fille de l'atelier qui parlait avec une de ses copines au mitard a été condamnée à 4 jours parce qu'elle était soupçonnée de nous avoir parlé, et il faut savoir que le mitard, quand on travaille en prison, c'est le risque du déclassement -suppression du travail-. Pour éviter cette dernière sanction, une soeur de l'atelier a du venir témoigner que ce n'était pas à nous qu'elle parlait mais bien à sa copine.
(...) Il n'y a pas de place pour autre chose que le silence, le blindage contre l'impossibilité à communiquer, l'auto-intégration de la surveillance et de la censure sur le comportement, sur tout échange. En même temps, ce blindage nécessaire, condition de survie, rompt toute capacité au dialogue vrai. Cercle vicieux : il faut se blinder pour ne pas mourir et le blindage auto-censure l'échange. (...) L'isolement total, c'est chaque matin rassembler les forces éparpillées par le sommeil pour être à même d'affronter lucidement la situation sans verser dans aucune dérive ni aucune capitulation; c'est aussi chaque jour prendre conscience, à plein temps, au quotidien, des raisons du combat qui nous a mené ici, l'oppression impérialiste dans son plein exercice.

Joëlle Aubron.

En juin (1987), le pouvoir a organisé autour de ma détention une campagne médiatique pour justifier un renforcement des mesures de sécurité et en prévision d'un été chaud dans les prisons. Mis en cellule disciplinaire, j'ai été placé «au secret» -sans radio, ni journaux- alors que les émeutes et des grèves éclataient dans plusieurs prisons. J'ai passé un mois dans une pièce sans fenêtre ni lumière, sans aucun meuble, je n'avais le droit qu'à un matelas pour la nuit et à une seule demi ration de nourriture mélangée dans une écuelle de plastique. (...)
Lors de mon arrivée ici, il y avait un militant du Syndicat des Travailleurs Corses qui était maintenu à l'isolement depuis plusieurs mois, parce qu'il refusait de confirmer devant le juge la dénonciation anonyme d'un militant présumé du FLNC et un militant basque, légal lui aussi, maintenu à l'isolement après avoir refusé de dénoncer l'activité clandestine d'autres inculpés.

Jean-Marc Rouillan.

Suicide, mode d'emploi... suite.

Yves Le Bonniec lourdement condamné.
L'édition italienne saisie.

En décembre 1982, nous répondions à une lettre de l'un de nos lecteurs, Daniel Cazalens, que nous avait transmise l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (A.D.M.D.). Nous nous bornions à renvoyer notre correspondant aux pages du livre où il pourrait trouver les informations qu'il cherchait. Le tout en 13 lignes, formules de politesse comprises. Le jeune homme s'étant suicidé, son père s'avisa de porter plainte contre Yves Le Bonniec, seul signataire de la lettre.

Ayant refusé de comparaître devant le juge d'instruction de Castres chargé du dossier, Le Bonniec fut arrêté à la sortie du Palais de Justice de Paris où il comparaissait pour une affaire similaire. Il fut incarcéré à la Santé puis transféré à Castres, et enfin relâché après interrogatoire. L'affaire a été jugée le 26 octobre 1988. Le Bonniec est déclaré coupable de «non-assistance à personne en péril» et condamné à six mois de prison avec sursis, 15 000 F d'amende, 10 000 F de dommages et intérêts plus 10 000 F pour couvrir les «frais» engagés par les époux Cazalens.

Le texte du jugement vaut son pesant d'hypocrisie ubuesque. Le «raisonnement» est le suivant: Le Bonniec s'est abstenu d'apporter la moindre aide à D. Cazalens «avec les moyens dont il disposait». De quels moyens s'agit-il, et comment aurait-il pu «aider» son correspondant, voilà ce que les magistrats ne se donnent même pas la peine de préciser... Loin d'aider donc, il répond à la question qu'on lui pose (la question était: sachant que deux informations contradictoires concernant l'Anafranil figurent aux pages 276 et 228, laquelle dois-je prendre en considération ?). Or il sait que D. Cazalens parle de se suicider, donc c'est bien intentionnellement qu'il s'abstient de lui porter secours, on ne sait comment.

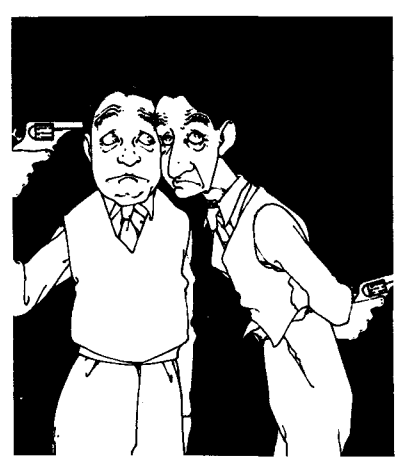
Un esprit naïf fera remarquer qu'il n'y a rien d'extraordinaire à répondre à une question quand elle vous est posée, surtout lorsque la réponse (en résumé: «p.228») consiste à renvoyer à un livre en vente libre qui, de l'avis des plus hautes autorités judiciaires ne contrevient à aucune loi ou règlement. C'est en effet une difficulté qu'il fallait contourner et c'est dans cet exercice de voltige que les magistrats de Castres ont montré l'ignominie de l'idéologie dominante à propos du suicide et les absurdités auxquelles elle doit

recourir pour se travestir en doctrine de la charité.

Je cite: «La lettre adressée à l'A.D.M.D. et retransmise à Yves Le Bonniec s'analysait (sic) comme une demande d'aide ou d'intervention pour lui permettre / à Daniel Cazalens/ de résister à ses pulsions suicidaires. Attendu qu'ainsi il est incontestable (sic) que l'absence de secours attendu (sic) constituait pour Daniel Cazalens une souffrance psychologique intense qui sera équitablement réparée par l'allocation d'une indemnité de 10 000 F» /à ses parents/, etc.

Daniel Cazalens écrivait: «tout ce que je viens de vous dire, j'en prends la responsabilité». L'infortuné parlait même de sa «liberté», mais les magistrats eux, ne s'y trompent pas. Six ans après que la lettre ait été envoyée, alors que son auteur ne risque plus d'être cité à la barre, ils peuvent affirmer paisiblement qu'elle «s'analysait» comme une demande d'intervention. Si quelqu'un nous demande le numéro d'une page, nous devons comprendre qu'il réclame la camisole ! C'est limpide en effet ! Libertad avait raison de dire que la société bourgeoise est charognarde; les magistrats de Castres n'hésitent pas à faire parler les cadavres pour leur faire dire l'inverse de qu'ils disaient de leur vivant. Aussi, pourquoi devrait-on respecter les suicidants sous prétexte qu'ils sont morts ? Une fois établie -dans leur seul délire - la vraie demande de D. Cazalens, les excellents magistrats poussent à fond dans le roman feuilleton. Quelle douleur pour le malheureux de recevoir la réponse à la question qu'il posait plutôt qu'un avis d'internement psychiatrique ! Mais la Justice est équitable: elle consolera papa gendarme et sa digne épouse pour cette «intense souffrance psychologique» de leur fils que les juges viennent d'inventer sur un coin de table.

Faut-il dire que Daniel Cazalens, de son vivant, n'aurait pas choisi son gendarme de père comme représentant légal de ses intérêts et comme comptable de ses souffrances ? Faut-il préciser que les époux Cazalens n'ont pas même assisté au procès qu'ils avaient pourtant voulu ? Ils se sont ainsi évité d'entendre quelques mises au point désagréa-



bles concernant leur propre attitude personnelle... et puis dame, on ne les avait pas trop mal conseillés... 20 000 F pour un fils mort qui vous fuyait de son vivant, ça n'est pas si mal !

La suite bientôt...

Dès les premières poursuites dans une affaire de correspondance, nous avions dénoncé le prétexte qui permettait de condamner les auteurs du livre quand on ne pouvait l'interdire. La première affaire s'était soldée, toujours pour Le Bonniec, par une peine de six mois de prison avec sursis (amnistiée) et une amende de 10 000 F (non amnistiée). On voit qu'à Castres, les enchères ont singulièrement monté. La peine d'emprisonnement pourra être amnistiée, sous condition du paiement de 35 000 F.
Deux autres instructions en cours permettront sans doute de clarifier le débat. En effet notre éditeur Alain Moreau et nous, les auteurs, sommes conjointement inculpés «d'homicide involontaire» (sic) pour deux affaires de suicides dans lesquelles il n'est aucunement question d'échanges de courrier. Les parties civiles ont simplement affirmé avoir retrouvé un exemplaire du livre dans les affaires personnelles des disparus. Dans un cas, il s'agit d'un jeune homme qui a utilisé pour mourir un mélange de produits dont on ignore la composition, et dans l'autre d'une femme dont on sait qu'elle s'est tiré une balle dans la tête. Foin de prétextes, cette fois, il s'agit bien de nous condamner en tant qu'auteurs et éditeur du livre. Nous l'avons toujours su et dit, mais les choses seront plus claires à présent que la Justice le reconnaît elle-même.
Par ailleurs, l'Association de défense contre l'incitation au suicide (créée par le premier des plaignants contre Le Bonniec) se vante d'avoir déposé plainte contre «X» devant le Tribunal de grande instance de Paris pour violation de la loi de décembre 1987 réprimant la «provocation au suicide» (voir encadré ci-contre). Aucune loi n'est en principe rétroactive, mais il suffira aux magistrats de reprendre un argument de leurs collègues de la chambre d'accusation de Paris qui nous reprochent, dans un arrêt, d'avoir poursuivi la diffusion de notre livre (et non pas de l'avoir publié il y a sept ans). Si cet argument devait finalement l'emporter

Il est inséré, après l'article 318 du code pénal, les articles 318-1 et 318-2 ainsi rédigés :

« *Art. 318-1.* — La provocation au suicide tenté ou consommé par autrui sera punie d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 6 000 F à 200 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

« La peine d'emprisonnement sera portée à cinq ans si le délit a été commis à l'égard d'un mineur de quinze ans.

« Les peines prévues au premier alinéa seront applicables à ceux qui auront fait de la propagande ou de la publicité, quel qu'en soit le mode, en faveur de produits, d'objets ou de méthodes préconisés comme moyens de se donner la mort.

« *Art. 318-2.* — Les dispositions de l'article 285 seront applicables aux délits prévus par l'article 318-1.

« Quand l'un de ces délits aura été commis par un moyen de communication audiovisuelle, le directeur ou, le cas échéant, le co-directeur de la publication sera poursuivi comme auteur principal si le message incriminé a fait l'objet d'une fixation préalable à la communication au public. A défaut, l'auteur, et à défaut de l'auteur, le producteur sera poursuivi comme auteur principal. Lorsque le directeur ou le co-directeur de la publication sera mis en cause, l'auteur sera poursuivi comme complice. Les dispositions du présent alinéa ne feront pas obstacle à l'application de l'article 60.

« Dans tous les cas, les documents écrits, visuels ou sonores ayant servi à réaliser l'infraction pourront être saisis et confisqués ; la juridiction pourra, en outre, ordonner la destruction, en tout ou en partie, de ces documents. »

Délibéré en séance publique, à Paris le 14 décembre 1987.

dans les deux affaires citées ci-dessus, nous serions donc déclarés coupables d'un délit constant (la diffusion) et la loi nouvelle pourrait nous être appliquée sans difficultés. C'était d'ailleurs son objectif initial, et il faut l'épaisse mauvaise foi des plumitifs pour avoir gobé sans broncher les démentis initiaux d'un Chalandon ou d'un Barrot.

La Semaine juridique se fait l'écho d'un article paru dans *Le Figaro* du 23 avril 1988 qui rapporte ce qui est, à ma connaissance, la première application de la loi contre la «provocation au suicide». Le Tribunal de grande instance de Nevers a condamné une femme à six mois de prison avec sursis, 1 500 F d'amende et 10 000 F de dommages et intérêts pour avoir prétendument poussé une de ses voisines au suicide. Celle-ci ayant été arrêtée pour vol à l'étalage, la «provocatrice» avait jugé utile d'afficher la nouvelle dans l'ascenseur de l'immeuble au moyen d'une pancarte anonyme. N'ayant pu supporter l'affront, commente doctement La Semaine juridique, la voleuse maladroite s'est jetée dans la Loire. Le comportement de la personne condamnée est certes peu ragoûtant, mais imaginons que notre voleuse se soit suicidée en sortant du commissariat... Aurait-on inquiété son dénonciateur, les flics ? Inutile de répondre. Imaginons encore, pour que le parallèle soit plus convaincant, que cette femme se soit suicidée en découvrant que le journal local rendait compte du fait divers – comme c'est courant –, en citant son nom et son adresse – comme c'est l'habitude –,... Incriminera-t-on le journaliste_? Evidemment non.

Cette triste anecdote illustre bien l'absurdité de la loi et les multiples dérapages sordides (règlements de compte familiaux, etc.) auxquels elle donnera lieu et que Badinter avait d'ailleurs dénoncés par avance au temps où le P.s. combattait encore ce texte de loi. On ne se débarrasse pas facilement des lois scélérates, voyez celle de 1920 (qui a inspiré le texte de 1987), il en reste toujours assez en vigueur pour poursuivre des militantes du Planning familial pour «provocation à l'avortement». Aujourd'hui, deux cents ans après que la Révolution ait chassé le mot lui-même du code pénal, le suicide est bel et bien considéré comme un délit dont on n'excuse l'auteur principal (le suicidant, réputé irresponsable) que pour mieux poursuivre ses prétendus complices.

Il est douteux que le législateur s'arrête en si bon chemin et l'année du Bicentenaire pourrait bien sentir l'autodafé.

En Italie

Il existe en Italie des textes réprimant «l'aide et l'incitation au suicide», mais ils ne sont applicables qu'en cas de suicide effectivement accompli. Cette légère difficulté n'a pas gêné longtemps le docteur Ricardo Russo, juge de première instance de Portici (près de Naples). Découvrant, comme il l'explique benoîtement, l'existence d'une traduction en italien d'un livre français intitulée *Suicidio, modo d'uso* en dépouillant le journal romain Il Tempo, le magistrat se procura l'objet. Ce fut pour découvrir que l'ouvrage, tant par les idées qu'il propage que par les indications techniques qu'il contient «suscite l'horreur et heurte le sentiment commun de la morale (sic)». Selon l'éminent juriste, la peur de la douleur est le dernier ressort de l'instinct de conservation. La «mort douce» viendrait déranger ce beau mécanisme. M. Russo a donc, de son bureau de Portici, ordonné la saisie de *Suicidio, modo d'uso* sur l'ensemble du territoire italien, et ce en vertu de l'article 15 de la loi sur la presse visant les publications «portant atteinte à la morale ou incitant à des comportements illégaux». Les responsables des éditions Nautilus qui avaient pris en charge la traduction et l'édition du livre sont poursuivis.

On voit que la décentralisation n'a pas que des vertus puisque n'importe quel magistrat italien a les mêmes pouvoirs discrétionnaires que notre ministre de l'Intérieur. En l'occurence, M. Russo en use avec plus d'audace que MM. Defferre et Pasqua réunis.

Les réactions de la presse italienne, qui n'avait guère parlé du livre au moment de sa parution, sont beaucoup plus mesurées que celles de la presse française. Le *Manifesto* donne largement la parole aux éditions Nautilus sans émettre le moindre commentaire personnel; même l'*Unita*, journal du P.c., cite longuement le communiqué de la maison d'édition anarchiste sans prendre clairement position. Tout se passe comme si les journalistes italiens avaient choisi, pour une fois, une relative objectivité, n'ayant eux-mêmes rien à dire. Il est significatif que les seuls éléments de réflexion sur le livre et sur le droit au suicide soient empruntés à la presse française.

Dernière minute: sur appel des éditions Nautilus, le livre a été remis en vente, l'offensive moraliste du magistrat de Portici se solde par un colossal effet publicitaire ! Grazie mille dottore Russo !

C. GUILLON

Suicido, modo d'uso – Storia, Attualità, Tecnica, Ed. Nautilus, C.p. 311 Torino, Italie, 232 p., 20 000 L.

Actualité situationniste

En 1989 plus que jamais, la révolution est au musée. Il eut été injuste que le situationnisme échappât à cette règle; c'est pourquoi le Centre Georges Pompidou présentera du 22 février au 9 avril une exposition intitulée «Sur le passage de quelques personnes à travers une assez courte unité de temps, à propos de l'Internationale situationniste 1957-1972». Le catalogue du Centre détaille ainsi le contenu de l'exposition: «L'activité et l'influence de ce mouvement qui a mêlé l'art à la politique et au social pendant quinze ans (peintures, objets, bandes dessinées, maquettes, documents et films).» Il n'y a rien d'étonnant à ce que la culture spectaculaire s'arroge le droit d'expliquer ce qui l'a toujours combattu et je ne doute pas qu'il se trouve le moment venu quelques personnes pour visiter la dite exposition de manière à la laisser dans le même état que certaines religieuses dont la photo illustre un numéro de l'IS, mais je m'intéresse davantage au moment qu'on a choisi pour reléguer définitivement la théorie situationniste.

L'Encyclopédie des Nuisances signalait dans son n° 2 (fév. 1985): «En 1984, les «situs» sont partout, mais ce sont des ordinateurs délivrant des indications sur les conditions de circulation dans un Paris détruit, réalisant ainsi un programme exactement inverse à celui de la dérive, qui avait propulsé d'autres situs vers un projet de reconstruction du monde.» L'*EDN* n'avait qu'un peu d'avance sur les faits puisque c'est en 1988 qu'une centaine de bornes «Situ» ont été installées dans Paris, après une expérimentation de trois ans portant sur une dizaine de machines.

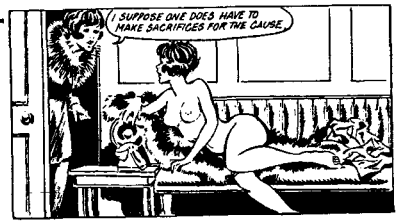
Les rapports humains ont été détruits sur un rythme plus rapide encore que la cité elle-même. Il fut un temps, avant la Révolution, où les immeubles ne portaient pas de numéros, ce qui obligeait le visiteur à demander son chemin à de nombreuses personnes. La ville a perdu ses repères (même les numéros de téléphones ne renvoient plus à un quartier) et le passant qu'on aborde pour demander son chemin sursaute de terreur. Seuls les marchands de journaux jouent encore humainement le rôle aujourd'hui dévolu à des ordinateurs. Le moindre arrêt de travail dans le métro montre d'ailleurs que les machines ne pourront rien contre la perte définitive du sens de l'orientation, la plupart des gens habitués à circuler sous terre se révélant incapables, lorsque les circonstances les obligent à refaire surface, de choisir la bonne direction pour regagner leur domicile.

Attention, vous avez écrit: Satan, fait remarquer, en rouge, l'ordinateur sur le ticket qu'il me délivre. J'ignorais qu'il existât à Paris une impasse Satan et un passage de l'Enfer, mais après tout il y a bien un passage du Désir. Ces noms renvoient à des culs-de-sac, à d'étroits passages, soit à tout ce qui sera détruit d'ici vingt ans dans la ville. Comment l'ordinateur m'alertera-t-il ? Attention: Satan est mort, l'Enfer est dépavé, vos Désirs sont condamnés ?

Le situationnisme au musée, il reste à circonscrire l'une de ses plus irritantes séquelles, le situationniste Debord. Celui-ci ne se contente pas d'être en vie quand son mécène s'est fait assassiner, le bougre écrit. Et même, il persiste et développe ses thèses de 1967 sur *La Société du Spectacle*. La réserve dans laquelle s'est toujours tenu Debord par rapport aux médias (et qui lui vaut, selon ses propres termes, une «notoriété anti-spectaculaire») on se dépêche de l'en nommer grand Sachem et *Le Monde* peut titrer: «Guy Debord, le dernier des Mohicans». Sachant qu'il n'existe plus qu'un seul «critique radical de la société actuelle» (dixit Roger-Pol Droit), rien n'interdit de faire visiter ce monument et de clamer bien haut l'admiration qu'il vous inspire et que l'on juge désormais sans danger et de bon ton. Debord lui-même, en ne citant d'autre révolutionnaire vivant que lui, fournit complaisamment les éléments du portrait: un sage retiré de l'agitation sociale, incarnant à lui seul la lucidité sur le monde. Passons sur son avertissement selon lequel son livre pouvant tomber en de mauvaises mains, il lui faut en ôter quelques éléments -sans doute décisifs- et en rendre le plan plus flou. Cela fait sourire même les journalistes les mieux disposés à trouver tout excellent sous la plume de ce Mohican, pourvu qu'il soit bien le dernier.

Ce que l'on considère au choix comme une coquetterie ou une maladresse n'atténue pas l'intérêt du livre. Plus de vingt ans après la parution de *La Société du Spectacle*, ce que Debord analysait et dénonçait n'a fait que croître et enlaidir. Le spectacle est tentaculaire, il tend à occuper la totalité de l'espace et du temps, passé compris. «Hormis un héritage encore important, mais destiné à se réduire toujours, de livres et de bâtiments anciens, qui du reste sont de plus en plus souvent sélectionnés et mis en perspective selon les convenances du spectacle, il n'existe plus rien, dans la culture et dans la nature, qui n'ait été transformé, et pollué, selon les moyens et les intérêts de l'industrie moderne»(p. 19). En vingt ans, les formes antérieures du spectacle, le concentré (dictatures) et le diffus (l'American way of life) se sont combinés en ce que Debord nomme le spectaculaire intégré. «A considérer le côté concentré, le centre directeur en est maintenant devenu occulte: on n'y place jamais plus un chef

connu, ni une idéologie claire. Et à considérer le côté diffus, l'influence spectaculaire n'avait jamais marqué à ce point la presque totalité des conduites et des objets qui sont produits socialement.(...) Quand le spectacle était concentré la plus grande part de la société périphérique lui échappait; et quand il était diffus, une faible part; aujourd'hui rien. Le spectacle s'est mélangé à tout réalité, en l'irradiant.»(p. 19)
Cela fait que «jamais les conditions n'ont été partout si gravement révolutionnaires, mais - ajoute Debord- il n'y a que les gouvernements qui le pensent.»
Il est vrai que la révolution n'est plus un projet social parmi d'autres mais le projet qui seul autorise tous les autres. Il est bien exagéré de dire que personne ne pense plus ainsi sinon les gouvernants. S'il n'existe pas de mouvement révolutionnaire, cela ne signifie pas que l'humanité entière soit définitivement matée. C'est pourtant la conclusion que pourrait tirer un lecteur naïf des *Commentaires*. Effet d'âge ou de littérature, on ne sent plus guère de révolte derrière l'élégance du style dix-huitième qui fait le charme de Debord. Ainsi refroidie, figée, sa lucidité semble tourner en résignation au pire. A ne jamais parler des hommes souffrants (mais du seul système qui les oppresse) on doute qu'il s'adresse à eux. S'ils le lisaient (comme il en doute), qu'en tireraient-ils sinon des motifs de désespérer ? D'où l'on conclut qu'un livre fort bon, c'est-à-dire où presque rien n'est faux ou exagéré, risque finalement -par la manière dont il présente son propos et peut-être par ceux qu'il omet- de renforcer le parti de ses adversaires alors même qu'il les démasque. Debord eut pu suivre de plus près les recommandations de Sun-Tse qu'il place en exergue de son ouvrage: «C'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre (...); c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes».



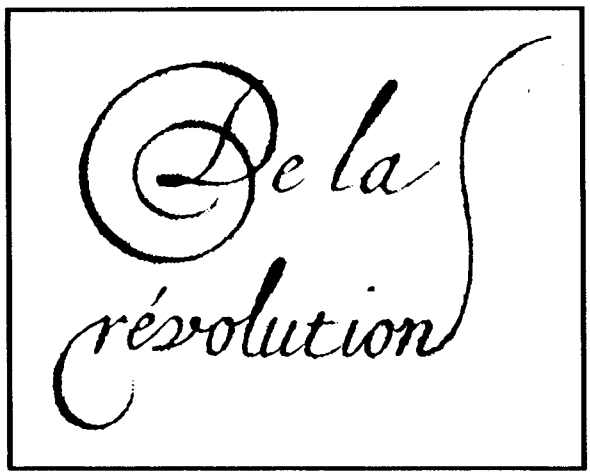
Echecs situatonnistes

Sous ce titre définitif est parue en mai 1988 une brochure dont les auteurs prétendent tout bonnement régler son compte à «l'idéologie situationniste». On se prend à douter de leur compétence lorsqu'ils voient dans le mouvement autonome français de 1978 le point culminant de l'influence situationniste ! Eux-mêmes ne s'aventurent d'ailleurs pas à critiquer l'IS mais se contentent de proies jugées d'autant plus faciles qu'elles ont été au préalable découpées et amalgamées selon leur convenance. On devine bien que ce que les auteurs reprochent surtout au «situationnisme», c'est d'y avoir cru eux-mêmes, ce qui n'était évidemment pas très malin. Mais comme ils nous épargnent charitablement le menu de leurs déboires, nous n'en saurons pas plus. Ils nous assurent que «les situationnistes sont vaincus dans leur vie», ce dont nous ne pouvons juger, n'en ayant jamais fréquenté. Retenons tout de même pour son caractère édifiant le grief principal fait par les auteurs à la théorie situ: elle façonnerait «une révolution indolore (sic) et incolore hors des domaines de l'économie et de la politique, ce qui, pour nous / les auteurs/, et pour tout le monde (sic), est le monde réel.» Encore quelques révélations de cette nature et nos auteurs découvriront que pour tous les croyants du monde Dieu est réel, vérité dont la lecture de l'IS les avait sans doute tenu écartés jusqu'ici. Souhaitons à ces repentis de binetôt trouver dans l'Eden de la réalité bourgeoise des satisfactions propres à leur faire oublier le purgatoire pro-situ.
Claude GUILLON

Echecs situationnistes, Laura Romild et Jacques Vincent, B.p. 357, 75968 Paris Cedex 20, 35 p., 36 F.

TRADUTTORE TRADITORE

La revue Anarquismo *(bimestrielle, publiée en Italie sous la direction de Bonnanno) dont la maquette est entièrement «pompée» sur celle de l'*Encyclopédie des Nuisances *s'est octroyée la tâche historique d'en traduire certains articles. Ainsi l'article «Abaissement», publié dans le troisième numéro en mai 1985 est traduit en juillet 1988 sous le titre «Dépossession, avilissement et réduction, théorie de l'abaissement». Cette traduction, comme la précédente (le «Dicours préliminaire»), est catastrophique. La liste des contresens et erreurs serait très longue. Ces traductions ne sont pas mauvaises, elles sont illisibles et incompréhensibles.*
*Les francophones liront avec beaucoup plus de profit l'*EDN *en version originale. Le numéro 13 et dernier du premier tome (sorti en juillet 1988) s'achève sur l'article «Aboutissement». L'ensemble du numéro est très intéressant et ce dernier article particulièrement. Au cours des numéros précédents, différentes nuisances ont été évoquées et critiquées; dans «Aboutissement» il est davantage question de la situation générale, de ce qu'on peut essayer de faire pour amorcer un renversement de vapeur.*
«Le bateau coule: est-ce plus favorable au capitaine qu'aux mutins ? Dans cette course de vitesse qui a pour cadre un naufrage, nous avons un retard peu contestable, si l'on veut bien admettre qu'il nous faut à la fois sauver le bateau et le libérer. Le seul avantage que nous possédions, c'est sans doute de comprendre mieux que la plupart des exécutants de la domination vers quel abîme ils nous dirigent et avec quelle hâte. Mais nous devons très vite tirer parti de cet unique avantage.»
Un prospectus publié en novembre 1988 annonce la suite: un tome II dont le premier numéro devrait sortir en mai prochain. On peut souscrire pour 300 F: Encyclopédie des Nuisances, *B.P. 188 75665 Paris cedex 14, CCP 19 624 51 E Paris.* **F.T.**



De la Révolution (1989, l'Inventaire des Rêves et des Armes), le dernier livre de Claude Guillon, vient de paraître aux éditions Alain Moreau (270 p., 89 F.).

Moins ambitieux que son titre ne pourrait le laisser supposer, le projet du livre est exposé dans son prologue: «C'est en mémorialiste que je propose une re-lecture du monde, des textes, des événements, et du projet communiste libertaire.» Le prologue annonce aussi une méthode: «Je suis (...) plus enclin à l'association d'idées qu'à la rigueur scientifique». Et plus loin: «Fréquemment mes ennemis parlent davantage que moi. Il n'y a là ni fascination ni mansuétude; au contraire la conviction féroce que le pire sort que l'on puisse faire subir à ces gens est de les faire lire et comprendre.» Nous voilà prévenus.
Ce prologue m'a convaincue ainsi que de nombreux passages, j'ai pourtant éprouvé une certaine déception une fois la dernière page tournée. Il me semble que quelque chose cloche, je ne sais pas très bien quoi. Un manque d'unité de ton a rendu cette lecture un peu difficile; un exposé brillant laisse la place à une dissertation confuse; une idée claire précède une suite de phrases embrouillées.

Claude écrit: «C'est en parlant *de* et *pour* moi que j'ai le plus de chances d'être entendu des autres». Effectivement, il parle beaucoup de lui, de ce qu'il déteste, de ce qu'il aime, de ses espoirs. Le souhait d'une révolution ne découle pas de façon abstraite de l'inventaire dressé dans le livre des «nuisances et horreurs» de ce monde. Claude parle davantage de ce qu'il attend de la révolution, des raisons pour lesquelles il la juge non seulement possible mais indispensable, que de stratégie ou de rapports de production... Le style «subjectif» caractérise le prologue et le dernier chapitre sur «La condition humaine»; on en trouve des traces tout au long de l'ouvrage. C'est ce qui m'a le plus émue et intéressée. Claude règle aussi leur compte à un certain nombre de gens (les staliniens, les maos, les ennemis de l'humanité en général), et à quelques mensonges (je suis ravie que la «vérité» soit rétablie sur le «détail» de Le Pen).

L'ordre du jour du chapitre IV («Monkey business») est de démontrer que les sociobiologistes sont des crétins malfaisants. Si je suis d'accord à priori pour laisser parler les ennemis, je trouve qu'ici ils s'expriment un peu trop. Il est sans doute utile d'expliquer leur rôle: «/leur/ tâche la plus urgente reste d'exterminer l'idée de l'homme maître de son histoire et de démontrer l'impossibilité génétique d'une révolution», mais faut-il consacrer tant de place et d'énergie à des crapules fascisantes ?

Dans la rubrique «les cons sont des cons» on trouve au chapitre V un long passage sur «l'infériorité de la femme par rapport à l'homme». Pour ce que j'en sais, depuis au moins deux mille ans des théoriciens, des philosophes, des médecins essaient de démontrer cette infériorité. Je cite Sandra Wittelson (citée par Claude): «Une femme donnée peut être aussi douée que le meilleur des hommes, mais la proportion de femmes douées d'une aptitude exceptionnelle sera toujours moindre que celle des hommes.» Il me semble intéressant de comparer ces propos à ceux de Platon (428 - 348 avant J.C.) dans *La République* (livre V, c'est Glaucon qui parle): «Pour ainsi dire partout, le sexe féminin est inférieur à l'autre, quoique, à l'égard de bien des choses, bien des femmes vaillent mieux que bien des hommes.» Et plus loin, dans la bouche de Socrate (porte-parole de Platon): «les aptitudes naturelles ont été semblablement distribuées dans les deux sexes, la femme ayant ainsi naturellement part à tous les objets d'occupation et à tous l'homme, mais la femme restant en tous plus faible que l'homme.»
La femme est égale à l'homme mais plus faible que lui. Où l'on voit que, depuis Platon, on n'a pas tellement avancé sur cette question. Se contenter de réfuter de façon séparée la version moderne d'une théorie vieille comme le monde sans enterrer définitivement l'idéologie qui la soutient est un travail ingrat parce qu'infini, toujours à recommencer.
Si l'on veut contester l'organisation des rapports et le partage des tâches entre hommes et femmes il me semble inutile de se lancer dans la réfutation de théories sur la différence des sexes. La «démonstration» de l'infériorité d'un sexe, d'une classe, d'une «race», sert toujours à justifier un pouvoir. C'est là que réside le problème et non dans le caractère logique ou non du raisonnement. Nombre de scientifiues ont démontrés que les «Noirs» ne sont pas inférieurs aux «Blancs». Ca n'empêche pas...

Le chapitre III («Le leurre et l'argent du leurre») me satisfait sur certains points (la critique de la notion de prolétariat par ex.), moins sur d'autres. Il y manque une idée qui me semble essentielle lorsque l'on parle d'argent et de travail. Je m'explique: une des tâches principales de ceux qui gouvernent le monde est d'organiser la pénurie. Une autre, liée à la première, consiste à nous faire croire que notre travail est indispensable à l'économie du pays. Ce qui compte c'est que nous soyons présents sur le lieu de travail 8 heures par jour, comme à l'école, comme à l'armée, qu'on s'ennuie, qu'on s'épuise, qu'on se perde et notre temps avec. Le travail a deux buts principaux: l'un est de nous occuper pendant, l'autre de nous rendre incapable de faire quoi que ce soit (penser, rêver, aimer, se révolter) après. La production n'est pas l'objectif premier. Or si chacun constate les méfaits du travail, ils sont considérés comme des effets secondaires. On croit qu'il suffit d'avoir de la «volonté» pour être en pleine forme après le boulot (cf. la campagne qui sévit depuis plusieurs mois sur le thème: Femmes ! pour être vraiment modernes et épanouies vous devez être cadre, avoir des responsabilités professionnelles, être mère, amante, fée du logis, avoir des «hobbies» et faire du sport dans les blockhaus prévus à cet effet, sans oublier d'être belle. Mais oui c'est possible, lisez la presse féminine, on vous exliquera comment faire). Je crois que l'on se sent moins mal, quand -abasourdi par une journée de travail- on sait que ce n'est pas par faiblesse mais parce que c'est prévu. C'est étudié pour !

Il me semble que le défaut du livre est de n'avoir pas de forme déterminée; s'agit-il d'un essai historico-critique, de mémoires ? J'y ai trouvé beaucoup d'idées intéressantes, mais je ne suis pas convaincue par la place accordée aux mots des ennemis. Je pense qu'on peut les citer à condition d'en tirer tout le suc.

Florence Tosi

Entretien

F. Tosi: *Peux-tu me dire ce que tu attends de ce livre et en quoi il pourrait soutenir un «projet communiste libertaire. Je remarque d'ailleurs que tu n'es pas très tendre avec les libertaires.*

C. Guillon: D'abord ce que j'ai voulu faire. L'année 1989, avec le Bicentenaire, achève un processus d'anesthésie générale amorcé à la fin des années 70 et auquel l'arrivée de la gauche au pouvoir a grandement contribué. Il faut nuancer, à propos de décembre 1986, mais d'une manière générale les mouvements sociaux se sont apaisés en même

temps que s'éteignait l'espoir ranimé en 68. L'idée de révolution est à peu près totalement discréditée. Je parle surtout de la France, mais je pense que la situation est à peu près la même, avec quelques années de décalage pour les mouvements de jeunesse, dans toute l'Europe de l'ouest. Dans cette ambiance de découragement, sinon de résignation, la culture dominante a effectué une espèce de «perestroïka» en produisant et en digérant plusieurs modes idéologiques, genre sociobiologie, Nouvelle droite, Nouvelle philosophie, etc. Le tout pour en arriver à une situation où *Le Monde* se réjouissait récemment que seulement 16% des Français soient d'accord avec les thèses de Le Pen. Peu importe ici leur nombre réel, et le fait que les sondages ne signifient rien, ce qui est atterrant c'est qu'avec 16% de sympathisants supposés dans l'opinion, Le Pen est, selon la formule du *Monde* «condamné à la marginalité» ! Voilà où on en est !

l'inventaire des Rêves et des Armes

La «perestroïka» ? Tout ce qui permet d'insinuer que l'être humain est condamné par sa structure génétique ou par l'histoire ou par les rudes nécessités de l'économie, etc. à choisir entre démocratie occidentale et totalitarisme a été publicité avec l'appui déterminant –et c'était du jamais vu !– de tous les repentis de l'espoir révolutionnaire. Notre époque se prétend équipée pour dresser un bilan objectif de l'histoire humaine, et bien entendu ce sont de vieux mensonges qu'on retape. On dit que les vieux comptes du stalinisme, du maoïsme et du nazisme sont réglés, mais c'est faux et j'ai essayé de faire de mon côté un contre-bilan (d'où aussi le terme «inventaire» dans le sous-titre du livre) des mensonges officiels dans leurs habits neufs.

On s'aperçoit bien vite que l'idéologie dominante, et même triomphante, n'a rien à opposer à l'exigence révolutionnaire que diverses variétés de bluff. Je ne sais pas dans quelles conditions la révolution est possible aujourd'hui, mais je sais que l'idée n'en est pas plus anachronique en 1989 qu'en 1789 ou en 1936. Bien plus, elle a pris un caractère d'urgence absolue en ce qu'elle ne procède plus seulement de nos désirs mais de la simple et élémentaire nécessité de survivre à la nucléarisation du monde. C'est le projet qui –seul– rend tous les autres possibles.

F.T.: *Maintenant, quel effet attends-tu de ce livre ?*

C.G.: C'est plus difficile de répondre à ça. J'ai mis au net un certain nombre d'idées (et ça n'est pas du luxe) et insisté sur le fait que certaines questions (je pense à la coercition, aux prisons) sont complexes et que nous avons intérêt à le reconnaître. Ce travail d'inventaire et de clarification une fois mené, on peut dire que tout reste à faire ! J'espère naturellement susciter un débat, peut-être d'abord dans la mouvance libertaire et plus généralement chez des gens qui ne supportent pas ce monde, sans pour autant disposer d'une culture historique, d'outils théoriques. Par exemple, je serais ravi qu'une partie des lecteurs de *Suicide, mode d'emploi* aient la curiosité de lire *De la Révolution*. J'ai une chance, que j'envisage sans trop d'illusions, de dépasser les limites du lectorat libertaire-ultra-gauche.
Tu as raison de dire que je ne suis pas spécialement tendre avec les anars. En fait je n'ai guère l'esprit de famille. Je m'inscris dans une tradition libertaire que je considère comme la plus riche; je me définis comme communiste-libertaire parce que cela me paraît propre à lever quelques ambiguïtés sur le communisme (référence stalinienne) ou l'anarchie (référence n'importe quoi), mais je n'éprouve pas de sympathie particulière pour quelqu'un sous prétexte qu'il se proclame anarchiste. J'ai rencontré davantage d'interlocuteurs intéressants hors du milieu libertaire. Je ne demande qu'à être étonné.

F.T.: De la Révolution *hésite un peu entre le manifeste autobiographique et l'essai théorique. Pourquoi n'as-tu pas choisi ?*

C.G.: Je tenais au «je» pour deux raisons. Les discours révolutionnaires désincarnés m'horripilent; ils occultent l'origine du projet révolutionnaire, ma souffrance, ma révolte, et donnnent une idée fausse de son but: que les hommes vivent une vie aussi passionnante, créatrice et amoureuse que possible, et non l'autogestion des usines ou la démocratie directe. Je pense que c'est particulièrement important aujourd'hui où l'idée même de révolution est battue en brèche, alors que les gens ne cessent pas d'être terriblement seuls et malheureux. Il faut donc repartir de là, de la révolte subjective de chacune et de chacun; c'est pour ça aussi qu'il est pas mal question d'amour et de passion dans le livre.

F.T.: *Je me pose des questions sur le plan que tu as adopté, la division en chapitre n'est pas toujours claire. Tu as choisi par exemple de parfumer ton livre d'odeurs chinoises, idem pour des références à 89.*

C.G.: C'est très simple, je n'ai jamais pu faire un plan. A partir d'un projet général, que j'ai défini tout à l'heure, je procède davantage par associations d'idées. J'ai le souci de la cohérence théorique de l'ensemble bien sûr, mais pendant que j'écris, les idées prennent une espèce d'autonomie, un peu comme les personnages d'un roman, si j'en crois les dires de certains écrivains. Au fond, la cohérence que je revendique est autant poétique que théorique. Il se peut que ça gêne la lecture pour quelques uns, mais je ne sais pas penser autrement.
J'ai divisé le livre en treize chapitres et chacun d'eux en paragraphes qui sont simplement numé-

rotés, sans titres, pour arrêter la lecture le moins possible. En fait, j'aurais pu me contenter de la division en paragraphes, mais j'ai craint que ça ne soit trop déroutant. Il y a dans le livre des thèmes qui reviennent, parmi lesquels des références chinoises ou à la Révolution française. Il s'agissait d'établir des correspondances d'un chapitre à l'autre, de matérialiser en somme certaines associations d'idées.

F.T.: *Toujours à propos de méthode, pourquoi avoir accodé tant d'importance aux sociobiologistes ?*

C.G.: Parce que je pense qu'il s'agit d'une pièce essentielle d'un puzzle idéologique contre-révolutionnaire. Rajeunie par l'expérimentation nazie (cf. Konrad Lorenz) la «nouvelle synthèse», selon l'expression de Wilson, a alimenté la propagande de la Nouvelle droite et ce sont ces idées que l'on retrouve banalisées, et sous une forme à nouveau franchement nazie, dans les discours de Le Pen. Malheureusement, l'idée que nous sommes génétiquement programmés fleurit aussi bien dans la rubrique médicale du Monde. Il est vrai que beaucoup d'ouvrages sur la question ont été publiés depuis dix ans, mais je ne voulais pas prendre le risque de considérer comme connus par mes lecteurs les thèses sociobiologistes. C'est peut-être un défaut, j'ai un souci maniaque du détail et je préfère laisser le lecteur tirer lui-même des conclusions générales que de lui fournir des informations trop succinctes. De plus, ma critique des thèses sociobiologistes (plus vivaces qu'on ne croit; cf. le crédit persistant de la monogamie) s'inscrit, comme la critique de la nucléarisation, dans une réfutation globale de ce monde. Elle mène à réaffirmer l'urgence d'une révolution. Les critiques parcellaires n'avaient en vue que la dénonciation des exagérations anti-scientifiques ou des thèmes anti-égalitaires.

F.T.: *Dans le chapitre intitulé «Le leurre et l'argent du leurre» il manque à mon avis une idée essentielle à propos du travail: l'abrutissement qu'il cause n'est pas un effet secondaire mais son but même.*

C.G.: On peut remarquer que c'est aussi, à long terme, un effet du chômage dont la fonction particulière est de rendre le travail désirable. Cela dit, c'est une partie de la fonction du travail de détourner ou de détruire les capacités créatrices des gens, il a aussi une fonction interne au capitalisme qui est tout bêtement de réaliser des profits. C'est plus évident dans les rapports entre pays industrialisés et tiers-monde, tandis qu'en Europe de l'ouest une quantité croissante de l'activité salariée apparaît totalement dépourvue de sens. C'est ce à quoi je fais allusion en écrivant que «la révolution communiste fermera davantage d'usines et de commerces en un mois que la «crise économique» en vingt ans». J'insiste aussi sur le fait que le rythme salarié s'impose au travailleur 24 heures sur 24, y compris dans ce qu'on nomme les loisirs.
C'est une des plus grandes victoires de ce monde d'imposer l'idée de la malédiction du travail à une époque où la rareté doit être fabriquée et entretenue, ce qui a l'avantage d'occuper beaucoup de travailleurs !

Le 15 janvier 1989.

CHRONIQUE DES REVUES

- Iztok

Dans le numéro 15 de la «revue libertaire sur les pays de l'Est», un dossier sur ce que la rédaction dénomme la «gorbatchevtchina». On y trouve notamment traduits les textes des chansons de plusieurs groupes rocks qui valent bien les nôtres, avec - sans doute - davantage de mérite. Egalement un entretien avec Anton Ciliga, l'auteur de Dix ans au pays du mensonge déconcertant.
Dans le numéro 16, des extraits d'un dictionnaire politique et philosophique utilisé par les brigades d'alphabétisation au Nicaragua. Utile aperçu de la langue de bois sandiniste.
B.p. 70, 75563 Paris cedex 12. Le numéro: 24F.

- Le Brise-glace

Au sommaire du numéro 1 de cette nouvelle revue, dont le titre ne manquera pas de rappeler aux lecteurs la défunte *Banquise*, un article sur la Palestine et un autre intitulé «Terrorisme: la guerre du faux». En annexe, un extrait du témoignage de l'un des fondateurs des Brigades rouges qui rapporte que les services secrets israéliens ont vu d'un assez bon oeil l'action des B.r. au point de leur proposer des armes.
B.p. 214, 75623 Paris cedex 13. Le numéro: 10F.
- Les mauvais jours finiront...
Ce bulletin poursuit un travail stimulant d'analyse des tics idéologiques du milieu «révolutionnaire» (dans le numéro 5: «l'anti-démoncratisme» abstrait et a-historique) et d'idées reçues qui dominent l'époque (dans le numéro 6: le nihilisme et le cynisme). Les uns recoupent d'ailleurs les autres.
Les mauvais jours finiront... *c/o L'Herbe rouge, 1 bis, rue d'Alésia, 75014 Paris.*

- Episode

C'est une nouvelle revue et l'une des productions d'une «Association d'individus» qui publie égale-

ment en brochure un texte présenté par Catherine Baker au Congrès abolitionniste d'Amsterdam (juin 1985): «L'abolition de la prison signifie-t-elle l'abolition de la justice, du droit et de toute société ?»
Episode rassemble textes, bandes dessinées et cassettes de musique punk, un mélange familier aux lecteurs d'*On a faim !* (mais la conception graphique d'*Episode* est très classique).
Association d'individus, B.p. 352, 75625 Paris 13. Episode, le numéro (y compris la cassette du groupe anglais «chumbamamba» punk anar et humoristique, et le livret avec la traduction des chansons): 30F.

– Errata
Relevé dans le numéro 23 de cette revue au titre prophétique un éloge du libertarianisme US qui mérite d'être signalé comme une curiosité: «C'est donc dans le sillage des intrépides libertariens américains (...) qu'il faut avancer si l'on veut vraiment faire accoucher la civilisation occidentale des promesses de sa tradition rationaliste et libérale», etc.
Errata, 32, rue Basfroi, 75011 Paris.

Archipel,

Cahiers de critique de la culture
(Archipiélago Cuadernos de crítica de la cultura, Pado 174, Castelldefels, Barcelona).
Cette nouvelle revue, (n°1, printemps 1988, 850 ptas) est rédigée par des universitaires qui soumettent la société espagnole à la critique la plus poussée. Dès l'abord, c'est-à-dire dès les premiers textes car la rédaction a évité toute déclaration d'intention, on lit des condamnations sans appel de la torture (Agustín Rueda), du consensus autour de la monarchie, de l'ETA et ses désirs de passer du terrorisme aux pourparlers, de la complaisance des autorités portugaises (à propos d'une centrale nucléaire espagnole – souvent en panne – qui risque de polluer 80% de l'alimentation en eau potable de Lisbonne), des pactes sociaux inaugurés en 1977 par la gauche, la droite et les syndicats majoritaires.

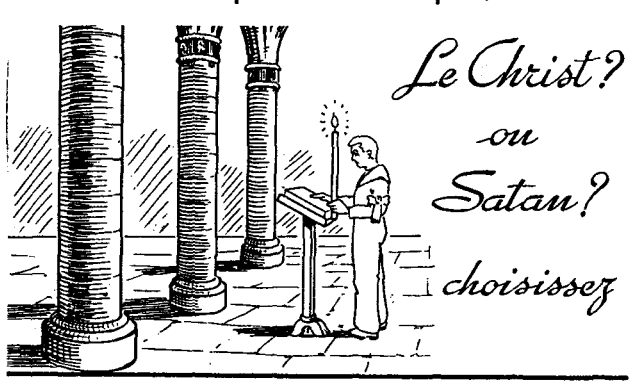
Ensuite vient le dossier consacré au «Pouvoir du discours», car à quoi servirait-il de faire une revue si on n'explique pas d'abord aux lecteurs ce qu'on entend par écriture ? On ne le dit pas de cette manière dans la présentation de Tomás Ibáñez, mais c'est dans ces termes qu'il en a été question. Un certain nombre de participants de cette revue sont en effet des libertaires bien connus. Le dossier s'ouvre sur un entretien de Garciá Clavo sur la falsification de la réalité par le langage (qui, si j'ai bien compris, généralise des faits précis). Viennent ensuite une traduction en français d'un article de 1985 de Paolo Fabbri et Aurelia Marcarino sur le discours politique et les figures de style utilisées pour convaincre (avec les exemples de Pétain, Aldo Moro et du P.c. italien). Puis Antonio Escohotado montre dans «sémantique et biologie» qu'il n'y a jamais eu de définition des drogues d'un point de vue scientifique parce que cela obligerait à inclure le café, le tabac, l'alcool... Un article de Jurig M. Lotman sur le langage artistique et l'histoire m'a paru moins convaincant. La traduction d'une interview de Moscovici serait excellente si la rédaction avait dit deux mots de la théorie de la double hélice. Une autre traduction d'un texte de Bruno Latour et François Bastide prend pour cible le style des textes scientifiques. José Manuel Naredo montre que la science économique ne donne pas de vision scientifique de l'objet qu'elle étudie. Enfin, Tomás Ibánez clôt le dossier par des considérations sur la nécessité de revenir au discours utopique par opposition au discours contrôlé pour maintenir le consensus social.
A propos du dixième anniversaire de l'assassinat d'Aldo Moro, González Sainz dénonce «l'obsession des B.r. d'arriver au sommet et d'être reconnu». Il semble que les B.r. imaginaient l'Etat italien à leur image: un groupe secret commandé par un chef unique. L'auteur termine en opposant la tactique des B.r. où l'action vise les medias à celle de l'action directe par la base. Ignacio de Llorens dénonce dans les travaux espagnols récents sur l'autogestion pendant la guerre civile les a priori pro-bourgeois.
Les prochains numéros porteront sur «le poids de la justice», «Etat et totalitarisme». Cette revue est la première à venir combler le vide qui existe depuis 1982 après la disparition de *Bicicleta* (libertaire) et de *El Viejo Topo* (marxiste critique): il faut donc lui souhaiter longue vie. Les deux C.N.T. et les libertaires ne disposent en effet que de périodiques dont la diffusion semble inférieure, égale au mieux, à ce qu'elle était sous Franco.

Frank Mintz.

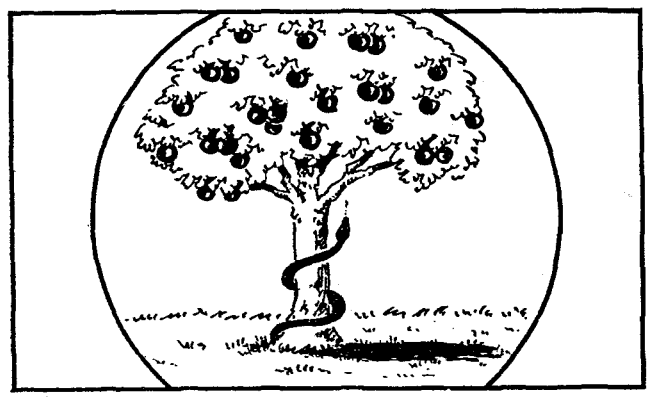
Aux lions !

La déchristianisation dont on nous rebat les oreilles à propos de la Révolution française, nous avons pu vérifier ces derniers mois qu'elle est plus que jamais d'actualité. Les évêques nous jurent d'ailleurs qu'ils célèbreront eux aussi 89 et «se garderont bien de tout ressentiment». Nous nous foutons bien, nous, de leur sentiment. S'il fallait leur faire payer les atrocités de la christianisation de l'Occident, ils n'auraient pas fini de rôtir. Au lieu de se faire oublier, ils la ramènent, et comment ! On les écoute aussi, faut dire. Le Monde titre: «Le cardinal Decourtray se prononce contre la publicité pour les préservatifs». Cette ordure sénile craint –pour les autres naturellement– le «vagabondage sexuel qui tue l'amour». Que ce débris renonce au plaisir, on s'en moque infiniment, qu'il recommande aux mômes de se tremper la queue dans l'eau bénite pour se garantir du SIDA, là il risque le goudron et les plumes .

Maintenant qu'ils ne siègent plus au parlement, qu'il n'existe plus de monarchistes avec qui s'acoquiner, que toute cette racaille s'est républicanisée, les revoilà prêchant dans les canards et les téloches. Ca moralise à tout va. Moins ils s'y connaissent et plus ils en causent. Mgr Jullien nous déclare: «A force de présenter comme normales des relations sexuelles pré–conjugales, on va en favoriser la fréquence et la précocité, et donc multiplier les risques.» Voilà, c'est sur les bubons, le pus, les charognes, que cette engeance a toujours prospéré. Le SIDA vaut bien la peste, non ? Quelle aubaine pour ces vieillards tarés que toute cette souffrance, les morts qui tombent comme des mouches, et ce virus qu'on attrape par «rapports» ! Hosanna Seigneur ! Gloire à toi au plus haut des cieux, le coup du virus de la fornication, ça c'est trouvé ! Depuis les antibiotiques, on se faisait



« Je renonce à Satan... et je m'attache à Jésus-Christ pour toujours »



un sang d'encre; tu vois on doutait presque, et puis finalement tant qu'il y a de l'horreur, y'a de l'espoir pour les prêtres. On a bien failli réussi sur le coup de la pilule abvortive ; ça sera pour plus tard. Jean–Marie (Lustiger) leur a bien dit: «Tu ne tueras point. C'est un principe qui ne peut pas se discuter»... quand il s'agit du ventre des bonnes femmes. A la caserne, c'est une autre affaire !

Et ce film, là, où un lion accueille le crapaud de Nazareth dans le désert et lui dit: «Welcome Jésus, congratulations !», l'imagerie saint–sulpicienne revue par Walt Disney, ça leur a pas plu, ils ont porté plainte, demandaient pas moins que l'interdiction du film ! On leur a tout de même accordé une mention obligatoire: ce film est bien une adaptation du livre de Kazantzaki dont il est une adaptation, et pas des Evangiles ! Comme si les Evangiles leur appartenaient, comme s'ils n'étaient pas libres de droits ! Ca les heurtait dans leurs convictions intimes. Et les nôtres, bordel de merde de vierge enceinte ! «Quand une société se permet de telles agressions, a bavé Lustiger, elle déclenche des mécanismes aveugles.» Il parlait de l'incendie criminel d'un cinéma (14 blessés) par un illuminé nazi. Ca donne à penser, tiens: insulte à la foi chrétienne, avortement, capote anglaise et enculade, la hiérarchie bigote et les nazillons se trouvent beaucoup d'indignations communes ces derniers mois. En tant qu'institution, l'église catholique a aujourd'hui en France la taille d'une secte. Elle a trop commandité de bûchers, de massacres et de misère quotidienne dans le passé pour que nous la laissions renaître de nos cendres. C'est bien assez que son idéologie infecte ait imprégné tout l'Occident en se laïcisant.

La déchristianisation reste à faire !

C. Guillon

Gauguin, un sauvage au Palais

De Papeete, le 12 décembre 1898, Paul Gauguin écrit à Georges-Daniel de Monfreid: «Cette société est incorrigible. On dirait qu'elle fait exprès de se tromper sur la valeur des gens de leur vivant, ayant pour mot d'ordre: «Génie et probité, voilà l'ennemi»». Gauguin est mort il y a 86 ans, le 8 mai 1903, à l'aube d'un siècle qu'il n'aura guère fréquenté et dont il reste pourtant l'un des peintres les plus originaux. Sentant sa fin proche, il souhaita rentrer en France, Monfreid l'en dissuada: «Vous jouissez de l'immunité des grands morts, vous êtes passé dans l'histoire de l'art.» Il demeura donc et brûla, en digne petit-fils de Flora Tristan, ses dernières forces à défendre les indigènes des Marquises contre les vexations de l'administration coloniale. En ces terres lointaines, l'immunité dont jouissait le peintre était toute relative; il fut condamné à trois mois de prison pour avoir diffamé les autorités.

Les inexplicables toiles de ce sauvage figurent aujourd'hui parmi les plus chères du monde; on les trouve aussi reproduites sur des chemisiers, des cartes postales et des boîtes de biscuits bretons. Les enfants des écoles apprendront que l'artiste est en droit de représenter un christ jaune ou un cheval rouge, pourvu qu'il attende résigné le verdict de la postérité et l'encensoir posthume des officiels.

Aujourd'hui que le Grand Palais accueille une rétrospective de son oeuvre, l'encens ne manque pas ni les larmes de crocodiles. Gageons que les vulgarisateurs préféreront décrire par le menu la manière dont l'artiste s'inspirait d'une étude de nu de Rembrandt (pour un personnage central de «D'où venons-nous, que sommes-nous, où allons-nous?») ou d'un bas-relief indien de Borobudur (pour «Einha Ohipa») plutôt que de faire parler l'homme (1).

C'est pourquoi, en double hommage à Gauguin, l'anticlérical, l'internationaliste, l'amant de très jeunes filles qui baptisa sa cabane «Maison du jouir», et à Daniel Guérin, décédé l'an dernier et qui présenta les textes et lettres du peintre dans la collection Idées, nous publions dans ce numéro quelques écrits de celui qu'un indigène qui l'interpellait un jour appela «l'homme qui fait des hommes».

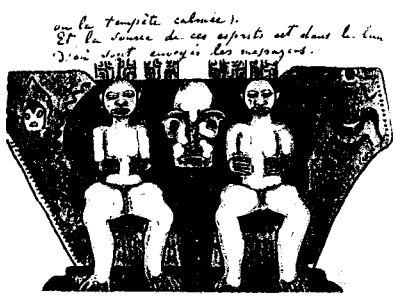
C.G.

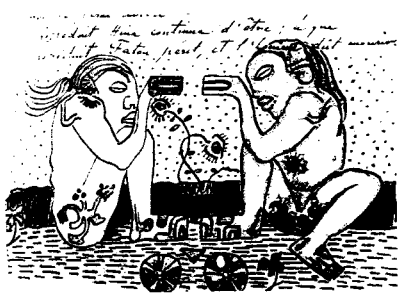
(1) Au besoin, on le calomnie de la manière la plus sotte qui soit comme le fait Pascale Bertrand dans la revue *Beaux-Arts* (janv. 1989): «ses motivations au départ ne sont pas foncièrement étrangères au discours colonialiste d'exploitation. Madagascar (un moment envisagé comme lieu d'émigration (...)) lui apparaît non seulement comme un pays où la vie est peu coûteuse mais aussi comme offrant «plus de ressources comme types, religion, mysticisme, symbolisme».»

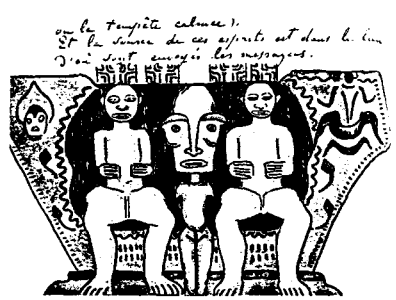
– Exposition Gauguin au Grand palais, du 13 janvier au 24 avril.

– Oviri, Ecrits d'un sauvage, *textes choisis et présentés par Daniel Guérin, coll. Idées, Gallimard, 23,50 F (Oviri signifie «sauvage» en tahitien).*

– Sur Gauguin le peintre, on trouvait ces derniers mois chez les soldeurs le Gauguin de la coll. «Génies et réalités», *Ed. du Chêne, au prix de 50 F.*







Les quelques jeunes filles de Mataiea qui ne vivent pas avec un tané (homme) vous regardent avec une telle franchise –dignité sans aucune crainte– que j'étais vraiment intimidé. Puis, disait-on, beaucoup étaient malades, de ce mal que les Européens civilisés leur ont apporté en échange de leur si large hospitalité.(1893)

Je me remis au travail et le bonheur succédait au bonheur.

Chaque jour au petit lever du soleil, la lumière était radieuse dans mon logis. L'or du visage de Tehamana inondait tout l'alentour et tous deux dans un ruisseau voisin nous allions naturellement, simplement comme au paradis, nous rafraîchir.

La vie de tous les jours. Tehamana se livre de plus en plus, docile, aimante; le noa noa tahitien embaume tout. Moi je n'ai plus la conscience du jour et des heures, du Mal et du Bien: tout est beau, tout est bien. D'instinct quand je travaille, quand je rêve, Tehamana se tait. Elle sait toujours quand il faut me parler sans me déranger.

Conversation sur ce qui se fait en Europe, sur Dieu, les dieux. Je l'instruis, elle m'instruit... (1893)

Schuffenecker vient de faire une pétition inutile je crois, pour que l'Etat vienne à mon aide. C'est la chose qui peut le plus me froisser. Je demande aux amis de me venir en aide pendant le temps qu'il faut pour rentrer dans mon argent qui m'est dû, et leurs efforts pour le recouvrer, mais mendier à l'Etat n'a jamais été mon intention. Tous mes efforts de lutte en dehors de l'officiel, la dignité que je me suis efforcé d'avoir toute ma vie, perdent de ce jour leur caractère.(Août 1896)

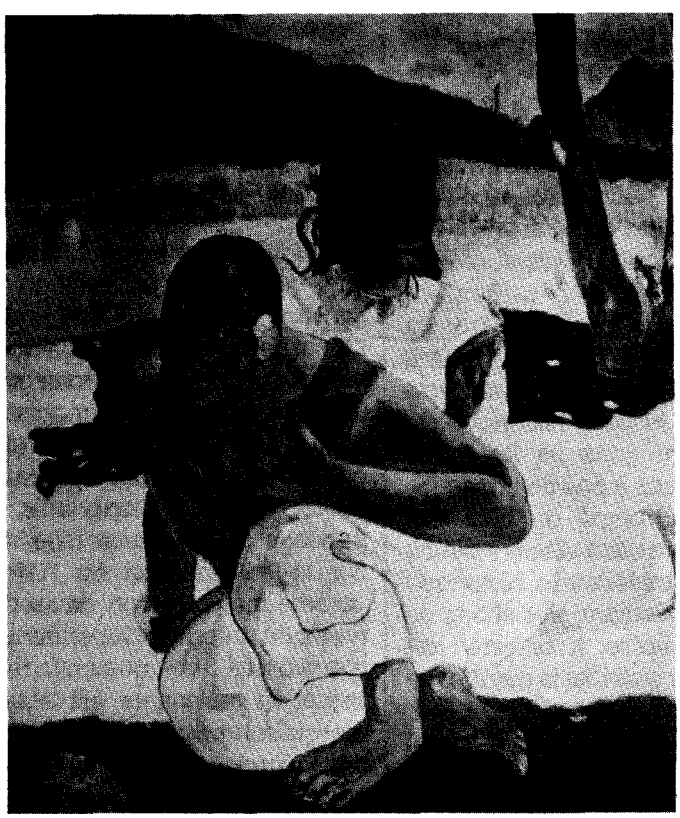
Il me reste à vous dire que Tahiti est toujours charmante, que ma nouvelle épouse se nomme Pahura, qu'elle a quatorze ans, qu'elle est très débauchée, mais cela ne paraît pas, faute de point de comparaison avec la vertu. Et finalement, que je continue à peindre des tableaux d'une grossièreté répugnante (Juillet 1896)

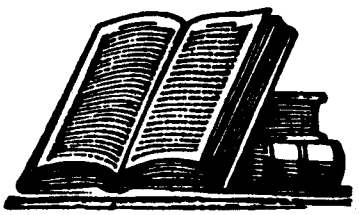
Le *Mercure de France* a eu l'ingénieuse idée de demander à beaucoup de personnes de conditions différentes leur avis sur l'idée d'une Revanche.(...) On ne m'a rien demandé et je réponds ici seulement: mes frères sont ici, en Allemagne ou ailleurs, partout. Je n'ai donc pas à leur faire la guerre.
Quant à la majorité de la jeunesse parmi laquelle je ne compte pas de parents, je la connais peu, mais je présume que, malgré son service militaire, elle est aujourd'hui assez instruite pour distinguer les vilaines choses et les bonnes. Elle ne doit donc pas un seul instant désirer une ignominie contraire à ses intérêts.
Reste le bourgeois déjà mûr: celui-là je le connais et je suis sûr que, sans en penser un seul mot, il criera à la Revanche, à Berlin. Honneur et Patrie sont des mots qui l'habillent. Laissons-lui ce costume, sinon sa nudité serait par trop repoussante.(1898 ?)

Tout gouvernement me paraît absurde, tout culte est une idolâtrie. Si l'homme est libre d'être un sot, son devoir est de ne plus l'être. Au nom de la raison, tyran je suis, je luis refuse ce droit, et lorsque je le vois en un temple faire oeuvre folle ou hypocrite, bien sincèrement je m'éloigne indigné.
Ce n'est donc pas le Christ fabuleux qu'il faut frapper, mais plus haut, plus loin dans l'histoire: Dieu.(1902)
Appuyé sur toute cette fausse morale que la religion chrétienne a inculquée à nos prédécesseurs, l'Etat se débat sans cesse contre tous les efforts des justes, agissant sur ce droit inique qui est la force, soi-disant au nom de l'Evangile.(...) Sous le nom de Patrie, les hommes se déchirent pour des intérêts, vils, matériels. Qu'importe au progrès que la terre appartienne à un pavillon plutôt qu'à un autre ! Ce qu'il importe cependant, c'est que la terre appartienne à tous et non à un seul.(1902)

Mais tout cela serait encore peu de chose comparé à l'esprit enraciné de convention. De même que les plus incrédules font baptiser leurs enfants parce que c'est la règle, de même les mieux intentionnés, les plus intelligents se marient, parce que c'est l'habitude. Mon grand-père s'est marié, mon père aussi, moi aussi. Nous sommes des honnêtes gens. Sinon qu'est-ce qu'on dirait dans le quartier ? (1902)

Je suis par terre, mais pas encore vaincu. L'Indien qui sourit dans le supplice est-il vaincu ? Décidément le sauvage est meilleur que nous. Tu t'es trompé un jour en disant que j'avais tort de dire que je suis un sauvage. Cela est cependant vrai: je suis un sauvage. Et les civilisés le pressentent: car dans mes oeuvres il n'y a rien qui surprenne, déroute, si ce n'est ce «malgré-moi-de-sauvage». C'est pourquoi c'est inimitable.(Avril 1903)





Livres ouverts

La Porte du fond

Christiane Rochefort
Grasset, 245 p., 85 F.

La Porte du fond est un très beau roman, fort agréable à lire, d'un humour délicieux. Une petite fille parle de sa vie, de la vie, de ses parents, de son père violeur, de ses amitiés, de ses amours...
En évoquant des événements, des pensées, des questions qu'elle se pose, elle exprime une critique très fine de l'éducation, de la morale hypocrite, du monde qui lui convient si mal.
La Porte du fond est aussi un livre réussi: partant d'une critique du pouvoir des vieux sur les jeunes on arrive à une critique plus globale de la société qui l'engendre. La description d'une relation incestueuse permet à Rochefort de développer un point de vue plus général sur la question. La petite fille mûrit, et comprend que le problème ce n'est pas la sexualité, ni même le viol, mais le pouvoir. Le style est un peu (mais très peu) «nouveau roman» ou «pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?», mais il est beaucoup plus sobre et clair que celui de ses deux derniers livres (*Le Monde est comme deux chevaux* et *Quand tu vas chez les femmes)* que j'ai trouvés vraiment pénibles.
J'aime bien qu'on n'hésite pas à cracher sur les morts quand ils n'ont pas été de «braves types» et Christiane Rochefort n'oublie pas de se choper la mère Dolto au passage. Un passage d'un interview de Dolto publié par la revue *Choisir* est reproduit en annexe du livre. Le voici:
Dolto: Dans l'inceste père-fille, la fille adore son père et est très contente de pouvoir narguer sa mère.
Question: *Donc la petite fille est toujours consentante ?*
Dolto: Tout à fait.
Question: *Mais enfin, il y a bien des cas de viol ?*
Dolto: Il n'y a pas de viol du tout. Elles sont consentantes.

Une telle ignominie vaut d'être rapportée. *La Porte du fond* vaut la joie d'être lu.

Florence Tosi

La Marche de Wang

Mémoires d'un révolutionnaire chinois
Wang Fanxi, Ed. La Brèche, 317 p., 98 F.

Les souvenirs de Wang Fanxi eussent pu s'intituler «Mémoire en défense d'un trotskyste chinois». Non que son livre soit dépourvu d'intérêt, on y trouve de nombreuses anecdotes concernant la politique imposée au PCC par Moscou, notamment l'adhésion au Guomindang (on voit des clandestins du PC organiser eux-mêmes une «vraie-fausse» réunion du Guomindang et s'incliner devant le portrait de Sun Yat-sen alors que tous les participants sont en fait membres du parti), mais Wang est d'une fidélité presque poignante aux illusions trotskistes. «Comme internationaliste, je considère tout à fait acceptable que des révolutionnaires nationaux reçoivent leur direction d'un centre de la révolution mondiale. Malheureusement, ceux qui pensaient n'étaient plus Lénine et Trotsky qui avaient mené la révolution à bien mais Staline qui l'avait trahie.» Tout le bilan historique de Wang tient dans ce fatalisme: «c'est la faute à pas de chance!», on s'était trompé de chef. On rapprochera cette manière de voir (très peu matérialiste historique soit dit en passant) des efforts de l'historiographie trotskyste récente pour atténuer la responsabilité du «bon chef» quand il était encore chef. Ainsi Pierre Broué explique-t-il dans sa biographie de Trotsky (nous en reparlerons) que celui-ci n'a pas donné l'ordre de réduire Cronstadt... il s'est contenté de le signer ! Pas le mauvais bougre en somme, mais un peu dépassé par les événements. Pas vraiment chef quand il était chef, donc très innocent quand il a cessé de l'être. Et voilà les bons vieux bolcheviks blanchis de leurs crimes. S'il est question de réhabilitation, ça n'est pas celle de la vérité historique.
C.G.

Tecnologia e Liberdade

Technologie et Liberté, Circulo de estudos Neno Vasco, Lisbonne, Editora Sementeira, 1988, 319 p.

Ce livre anarchiste a été édité avec le concours de la Fondation Gulbekian et du CNRS portugais. Il est composé de communications discutées en avril 1987. Malheureusement, les débats sont absents, alors que les thèmes traités sont alléchants: révolution technologique, communication et culture, transformations sociales.
Autre défaut, l'extrême disparité des textes, mais c'est justement la diversité des auteurs (anarchistes et sympathisants) et des points de vue (description de la réalité, évocation de tactiques futures) qui fait l'intérêt du livre.
Personnellement, j'ai apprécié les textes de Stephen Schecter, parce qu'il montre que les pays industriels tendent de plus en plus à privilégier le travail parcellaire qui isole les travailleurs des syndicats et des groupes prolétaires. Le texte de Jean-Jacques Gandini démontre la prostitution fondamentale de la «démocratie» nord-américaine (inédit en français). Celui de Mikhail Agurski sur l'URSS épingle Castoriadis au passage qui «a raison d'insister sur la militarisation de l'URSS comme manifestation de sa dynamique interne. Cependant, il n'arrive pas à voir que cette militarisation croissante est également la source principale de l'instabilité croissante du pays. L'ensemble militaire et industriel ruine toute la société soviétique.»
F.M.

Souvenirs d'anarchie

Rirette Maîtrejean, Ed. La Digitale, Baye, 29130 Quimperlé, 35 F.

Les *Souvenirs* de Rirette, qui concernent bien sûr les milieux illégalistes et particulièrement la «bande à Bonnot», ont été publiés en feuilleton dans *Le Matin* en 1913. Publiés et, hélas, réécrits. Si le document est pittoresque, il nous en apprend davantage sur l'image que la presse bourgeoise était trop heureuse de donner des anarchistes que sur le «milieu» lui-même. Non que l'on doute des anecdotes misérables ou grotesques, mais leur accumulation est trop naïve pour convaincre. De même l'ironie du ton, très fabriquée, provoque un malaise.

André Lorulot, dont Rirette Maîtrejean se moque justement à plusieurs reprises dans ses articles, exploitera lui aussi la veine critique/comique une dizaine d'années plus tard en publiant son roman *Chez les Loups*. Le sous-titre, «Moeurs anarchistes» dément les déclarations d'intention de la préface où l'auteur jure n'en vouloir qu'aux brebis galeuses, «déchets sociaux et tarés irresponsables (...) empressés à déguiser leurs appétits derrière un idéal magnifique». En fait, c'est avec un milieu -où l'on murmure encore qu'il ne fut pas étranger à telle ou telle arrestation- qu'il règle ses comptes.

C.G.

Les dits et les non-dits de Jean-Marie Le Pen

Enquête et psychanalyse
Pierre Jouve et Ali Magoudi. La Découverte, 180 p., 85 F.

Un journaliste (Jouve) et un psychanalyste (Magoudi) accompagnent Le Pen pendant six mois et tâchent de nous livrer une version moderne de la *Psychologie de masse du fascisme* de W. Reich. C'est un échec, malgré quelques démontages bien menés des procédés lepéniens, en particulier l'utilisation «en miroir» des critiques de l'adversaire. Ainsi Le Pen parle-t-il courament de «racisme anti-français» et se demande publiquement quand les français devront porter l'étoile. Ce que les auteurs qualifient de «violence qui rend impossible le repérage de l'autre par son discours» aurait du être resitué dans le brouillage sémantique permanent que pratiquent les hommes politiques et les publicitaires. Le Pen a simplement davantage de culot.

Je ne suis pas très sensible à l'argument selon lequel Le Pen s'accroche à l'idée de hiérarchie pour compenser la perte de son père. En revanche, on pouvait attendre beaucoup de l'étude serrée de la redondance des thèmes anti-sexuels dans le discours du dirigeant nationaliste. C'est précisément là que les auteurs ratent le coche. Selon eux, Le Pen «réintroduit massivement (...) la paillardise dans la rhétorique, la grivoiserie comme facteur de complicité. Ce faisant, il est le seul à lever, partiellement, le refoulement sexuel inscrit dans la langue officielle des politiques.» Pour être vraie, cette analyse manque l'essentiel: la manière dont la pornographie est systématiquement utilisée par Le Pen contre les minorités ethniques ou supposées «raciales», notamment les immigrés et les Juifs, d'une manière que n'aurait pas désavoué Goebbels. C'est là que se trouve le ressort de l'antisémitisme militant et c'est aussi ce qui établit la filiation nazie de Le Pen (comme j'ai tenté de le montrer en recourant aux analyses de W. Reich; voir *De la Révolution*, ch. XI, «Anecdotes démocratiques»).

Jouve et Magoudi auraient pu réaliser un travail autrement complet en étudiant le matériel de propagande du FN ou même les seuls articles de presse rendant compte des meetings de son chef. Sans doute cela aurait-il été moins alléchant pour l'éditeur que ces «six mois d'enquête» qui ne nous apprennent presque rien.

L'échec est patent dans la conclusion où les auteurs vantent les mérites de l'idéologie. Elle seule «avec ses effets dogmatiques est productrice de vérité politique et de croyance collective. Seule l'idéologie permettra de faire entendre les implications des idées lepéniennes et de les combattre efficacement.» Il faut ainsi, selon les auteurs, réaffirmer le tabou de l'inceste, dont ils montrent bien que Le Pen le bafoue dans ses dicours, mais dont eux-mêmes parlent -de manière ahurissante- comme s'il était respecté par qui que ce soit. Encore une bonne occasion manquée: celle de se demander quel est l'effet réel d'une Loi à l'abri de laquelle le crime se commet en silence, qui protège l'agresseur et bâillonne la victime.

Allons, l'irrationnel nazi a de beaux jours devant lui et le livre de Jouve et Magoudi ne se hausse guère finalement au-dessus des inutiles protestations démocrates.

C.G.

Dans la mêlée sociale, itinéraire d'un anarcho-syndicaliste

Nicolas Faucier, Ed. La Digitale (Baye, 29130 Quimperlé), 1988, 238 p., 100 F.

Ce livre présente bien des caractéristiques communes aux oeuvres analysées dans le dossier «Réfléchir sa vie - Réfléchir sur sa vie»: -une enfance prolétaire (famille ouvrière, entrée précoce dans le monde du travail); -une forte volonté (d'abord la foi religieuse, puis l'état de rebelle et enfin le militantisme); -la soif de la lecture; -une grande vitalité militante. Né avec ce siècle, Faucier a terminé la rédaction de ses mémoires en 1985. Dans son avant-propos, il indique qu'il s'adresse à ses «compagnons de route». Cela peut paraître une figure de style, mais en fait, c'est exact. Il n'y a pratiquement rien des idées, des activités de Faucier pendant la guerre d'Indochine et celle d'Algérie, mai-juin 68, ses impressions sur d'autres emprisonnés comme les dissidents soviétiques. Quant au mouvement anarchiste proprement dit, ses positions par rapport aux événements ci-dessus évoqués n'aparaissent pas. Cela ne gêne pas la lecture, car Faucier se livre presque entièrement dans ces pages. On suit sa prise de conscience politique lente, rythmée par sa participation comme matelot à la flotte française dans la Mer Noire en 1918, puis son travail chez Renault. Devenu militant anarchiste, il est un moment permanent de la tendance organisationnelle (archinoviste), avant de rentrer dans la presse comme correcteur. Cela lui permet d'évoquer le groupe

anarchiste de Coursan (un village du Narbonnais) et les figures de Nicolas Lazarewitch et Paul Dhermy. Il y a surtout Louis Lecoin, dont Faucier décrit le sens pratique pour organiser l'aide à l'Espagne en 1936-1939. Faucier, qui l'a brillament secondé, reste sobre sur cette période.
La partie la plus exceptionnelle concerne le pacifisme de Faucier, qui lui vaut d'être détenu de 1939 jusqu'à son évasion en décembre 1943. Il y a des pages belles et fortes sur les souffrances en prison, et surtout c'est la découverte de Jean Duval. Faucier, prisonnier, susceptible d'être livré aux nazis, se dépense pour ce camarade (qui n'apparaît pas dans le livre de Maitron sur l'histoire du mouvement anarchiste en France). Duval, suivant les consignes de la CGT, déserte en 1912 et passe 18 mois dans un pénitencier à Albertville. Libéré, il milite et revient à Albertville pour tirer sur deux officiers qui l'avaient brutalisé, mais il ne fait que les blesser. Il est blessé lui-même par les gendarmes et tente de se suicider en se tirant une balle dans la tête. Guéri, il est condamné au bagne à perpétuité. Après plusieurs tentatives, il s'évade de Cayenne en 1923. En 1926, il s'installe à Bruxelles et se tient tranquille. Un camarade (!) le dénonce pour se faire bien voir des flics. En 1936, Duval est réincarcéré. Dès la Libération, Faucier entreprend seul une campagne pour son élargissement. Il l'obtient au bout de trois ans et Duval regagne Lille, sa ville natale. Bien des années plus tard, Faucier mène encore campagne pour qu'une retraite soit assurée à Duval. Celui-ci, de plus en plus malade et affaibli, décide de se suicider. Faucier cite des extraits de sa lettre d'adieu: «...je sens bien que je suis une charge de plus en plus lourde pour mon entourage. Je préfère donc en finir une bonne fois. Cette nuit, je me passerai la corde au cou. C'est la meilleure solution» (p.184). Duval avait 89 ans.
Il est dommage que Faucier, astucieux, critique, plein de verve quand il parle de Duval, n'ait pas le même style dans la plus grande partie de son livre. Bien que pacifiste, il se montre très agressif vis à vis des camarades qui n'adoptèrent pas son attitude en 39-44 (pp. 122, 129, 131, 158), par contre il observe un grand silence sur les autres pacifistes. On s'étonne par exemple que Lecoin ait pu manquer à la campagne pour Duval, alors qu'il sera omniprésent par la suite, et jusqu'à sa mort.
Bref, on peut accepter les illusions dont Faucier fait preuve sur le syndicalisme et le «monde libre» (pp. 188, 194) et qu'il dissipe en conclusion, mais je ne comprends pas à quoi il joue lorsqu'il prétend améliorer la vie carcérale de la façon suivante: «entre parenthèses, et au risque de consterner et m'attirer les foudres de nombre de mes amis libertaires, c'est que, tant qu'existera cette foutue société fondée sur l'argent, que nous voulons réformer, transformer, mais qui engendre par ses inégalités les diverses formes de délinquance allant jusqu'au crime odieux, crapuleux, je reste convaincu que, dans le temps présent, la défense collective doit être assurée et que la sanction pénale doit être sévère, dissuasive, c'est-à-dire redoutée par les petits comme par les grands truands.» Faucier décrit «les grands criminels, condamnés à de longues peines (...) à l'affût de bonnes planques», de façon à être libérés pour bonne conduite et il conclut: «Le gouvernement socialiste, voulant lui aussi montrer sa mansuétude, a supprimé, en 1982, les «quartiers de haute sécurité» réservés aux détenus intraitables, les grands «fauves», paraît-il, devenus dangereux pour le personnel surveillant. Je prétends qu'il a eu tort (...). S'il y en a qui deviennent des fauves, qu'on les traite comme tels et qu'on les abatte sans ménagement lors de toute menace périlleuse. J'ajoute que si je reste en principe contre la peine de mort, je fais exception pour les auteurs de crimes particulièrement monstrueux (...) ceux qui, par exemple, torturent à mort de sang-froid, de même que ceux des grands manitous de la drogue qui fait tant de ravages dans une jeunesse désaxée» (pp. 154, 155).
Il serait facile d'opposer la vision de Kropotkine, l'éloge des bandits de Bakounine, le témoignage d'un membre de la Colonne de Fer (ex-délinquant libéré par les anarchistes espagnols qui formèrent cette colonne en 1937; son témoignage a été publié par les éditions Lebovici). Faucier part de la société actuelle, mais où sont les «grands criminels» ? Faire de la fraude alimentaire, fabriquer et vendre des armes, organiser le travail de façon à multiplier les accidents... voilà de la délinquance à grande échelle. Et Faucier, dans sa vision terre à terre, oublie la nécessité du changement social. Pour la société d'hier et d'aujourd'hui, un objecteur, un pacifiste à tout crin et un voleur ou un assassin c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Dernier argument: de même que les pacifistes ne le sont pas toujours jusqu'au bout, pourquoi un «grand criminel» le serait-il toute sa vie ? Ses collègues généraux, politiciens d'opposition devenus respectables, mènent une vie parfaitement honorable (voir en France les anciens d'Indochine et l'OAS), pourquoi pas lui ?
En dépit de ces pages agacantes quoique sincères, l'ensemble «tient la route», même si -dernier reproche- Faucier semble être plus sensible aux crimes de l'URSS qu'aux coups d'Etat lancés par la CIA.
F. Mintz

Droit de révolte

Jacques Fasel
Editions d'En Bas (case postale 304, 1017 Lausanne), 120 p., 79 FF, distribution Distique.

La «bande à Fasel» a fait couler pas mal d'encre en Suisse romande où elle sévissait et en France où ses membres venaient se réfugier et se faire pincer. Il était naturel que les protagonistes eux-mêmes finissent par prendre la plume pour relater leurs aventures. Ce fut d'abord *La Bande à Fasel* de Daniel Bloch (Ed. de l'Aire, 1987), gros livre plein de naïvetés dérisoires (l'auteur n'avait jamais entendu dire que les flics se mettent toujours par paire pour interroger un prévenu, le méchant qui menace de cogner -ou cogne- et celui qui offre une cigarette et désapprouve son collègue. Ayant subi l'un et l'autre, il est incapable d'y discerner des rôles. Il croit dur comme fer que le méchant est plus méchant que le gentil).
Jacques Fasel, qui laisse son nom à la «bande» est tout de même d'une autre trempe. Le petit recueil de textes intitulé *Droit de révolte* en fait foi. A mon sens, ceux qui ont le plus d'intérêt ne traitent pas des braquages mais de l'errance de Fasel à travers la France;les rencontres, les petits boulots... J'ai pensé aux livres de Georges Navel (en particulier *Sable et Limon*).
La justice helvétique a estimé à 500 000 francs suisses le montant des braquages et cambriolages effectués par la bande entre 1977 et 1979. Une partie de la somme a été versée à tel groupe antinucléaire, telle radio libre, etc. Après cinq ans de préventive, Fasel a été condamné en avril 1987 à 12 ans de prison. D'après les coupures de presse que j'ai consultées, il a adopté lors de son procès un «profil bas», sans toutefois comme le notaient les excellents journalistes de Fribourg «renier son idéal anarchique». Aujourd'hui, Robin des bois regrette de n'avoir pas attaqué que des riches et jure devant ses juges qu'il renonce pour l'avenir à l'usage des armes. Mais même cela est un crime, et Fasel ne l'ignore pas qui a été emprisonné pour insoumission ! Pas facile d'être honnête !
C.G.

Bela Szpiro, militante socialiste du Bund à Lublin

Moshe Zalcman, Ed. La Digitale (Baye, 29130 Quimperlé), 1988, 87 p., 45 F.

Il s'agit d'un livre sympathique de sauvetage du passé dans une optique régionale, mais avec une vision de classe trop plate. L'auteur écrit visiblement pour des convaincus, des juifs sionistes. Il en découle des affirmations trop rapides sur la continuité entre le militantisme du Bund hors d'Israël et en Israël (p. 35), comme si ce mouvement socialiste et syndicaliste n'avait rassemblé uniquement et à tout moment que des prolétaires juifs, alors qu'il fut souvent le fer de lance du militantisme socialiste dans de nombreux points de la Russie tzariste pour les travailleurs russes et juifs. D'où ma pensée que le véritable Bund aurait dû regrouper des travailleurs arabes et juifs contre leurs exploiteurs sionistes ou anti-sionistes. L'héroïne du livre est ainsi gentiment présentée, alors que sa rupture avec la famille religieuse, la création d'une école pour travailleurs juifs pauvres devaient nécessairement l'opposer aux milieux juifs plus aisés. L'auteur reconnaît que Bela comprit aussitôt qu'il fallait fuir la zone polonaise annexée par l'URSS pour aller dans la zone allemande, car Staline fit arrêter ensuite les dirigeants bundistes. Le Bund mène alors une action clandestine dont Bela est un maillon important. Il aurait été intéressant de décrire davantage le «Judenrat» (conseil juif) nommé par les nazis, et l'origine politique et sociale de ses membres. Bela se livre aux nazis en apprenant l'arrestation de son mari. Tous deux périrent comme beaucoup d'autres dans les camps d'extermination.

F.M.

Printemps français

Stig Dagerman
Traduction de Philippe Bouquet, 77 p., 70 F, Ed. Ludd, 4 bis rue de Palestine, 75019 Paris, distribution Distique.

De Dagerman, nous connaissions *Automne allemand*, un reportage sur l'Allemagne vaincue qui datait de 1946. Avec la lucidité désespérée et l'âpre tendresse pour les hommes qui le caractérisent (voir «Dagerman l'écorché» dans *Chroniques* n°5) Dagerman y dissèque la débacle morale qui suit la victoire alliée et dont le peuple allemand n'est ni la seule victime ni le seul responsable. *Printemps français* aurait dû être le pendant du reportage allemand, mais Dagerman ne trouva pas en France l'inspiration attendue. Il n'écrivit que cinq articles sur la douzaine prévue que les éditions Ludd ont eu l'heureuse idée de réunir, et ce pour la première fois dans un volume séparé. Dans Berlin vaincue, la misère était tragique, dans la France victorieuse elle est grise, couleur de résignation. On y enterre pêle-mêle les morts de la guerre et les espoirs de la Résistance. La mère d'un jeune antifasciste, rescapé de la guerre d'Espagne et qui fut abattu en août 1944, dit à Dagerman qu'elle juge «heureux que son fils n'ait pas connu l'après-guerre, avec tout ce que celle-ci implique de reniement des idéaux, de marché noir, de corruption traditionnelle et de chaos sur le plan économique, politique, social et moral.»
Du quotidien, Dagerman sait dire l'essentiel avec ironie: «Les journaux sont réduits à une seule feuille, comme toujours quand on en a le plus besoin. A l'hôtel, on allume le feu un quart d'heure chaque soir et, lorsqu'il fait le plus chaud et que l'électricité veut bien marcher, on ne peut distinguer l'haleine de ses voisins que si l'on fait très attention.»
A Paris on a faim, on a froid, on entend des publicités pour Dubonnet et l'on se demande si les communistes préparent la révolution. Dans la famille française qui héberge Dagerman en banlieue parisienne, le père fait tenir toute sa philosophie dans une formule: «il faut, monsieur». Il faut manger, il faut vivre puisqu'on est là. «On fait avec ce qu'on a» répéteront en écho les personnages d'*Ennuis de noce*, le plus beau livre de Dagerman, le dernier qu'il écrira avant de se tuer.
C. Guillon

PS: J'ai froissé bien involontairement le responsable des éditions Ludd en lui adressant une demande de service de presse standard sur papier à en-tête de notre revue. Il me l'a fait savoir avec assez d'aigreur; l'aurais-je confondu avec Gallimard ou Actes Sud ? N'est-il pas lui-même abonné à *Chroniques* ?
Je confesse n'avoir pas le sentiment d'avoir dérogé à la politesse. Au contraire de mon bouillant correspondant, je ne demande qu'à être traité dans ce domaine sur le même pied que *Le Monde* ou *Le Nouvel Observateur*. Qu'on nous fasse donc à parution le service des ouvrages qui peuvent intéresser nos lecteurs ! N'est-ce pas camarades des éditions Acratie, du *Monde libertaire*, de l'ACL de Lyon ! Je ne demande pas que des éditeurs aux sympathies libertaires nous traitent mieux que des gratte-papier bourgeois sous le mince prétexte qu'ils éditent des textes libertaires et que nous publions une revue du même bois, à l'impossible nul n'est tenu. Traitez-nous donc bourgeoisement camarades, nous ferons le reste !

Annuaire à l'usage des auteurs cherchant un éditeur (AUDACE)

Roger Gaillard, Ed. du CALCRE/Service THMGDL.B.p. n°17, 94404 Vitry Cedex, 225 F (+ 11 F pour frais d'envoi).

Le Comité des auteurs en lutte contre le racket de l'édition (CALCRE) animé par Roger Gaillard, a publié cet annuaire, véritable mine d'or pour tout auteur désirant faire publier l'un de ses textes et ne sachant trop où s'adresser. Près de 500 éditeurs francophones sont recensés; tous les genres sont pris en compte: roman, poésie, théâtre, bande dessinée, histoire, sciences humaines, etc. Un seul regret: peu d'éditeurs libertaires figurent dans ce livre, mais l'auteur assure que cet oubli sera réparé par la suite.
Quoiqu'il en soit, cet ouvrage s'avère précieux. Le travail mené par le CALCRE est utile et malheureusement justifié. Trop d'éditeurs traitent les auteurs avec un certain mépris. Il arrive qu'aucune réponse ne soit donnée à l'envoi d'un manuscrit, ou encore l'éditeur propose à l'auteur, pour publier un texte, de régler une somme excessive. «La Pensée universelle» a, par exemple, été souvent dénoncée par le CALCRE pour ses pratiques à la limite de la légalité. Tout manuscrit adressé à cet éditeur est en

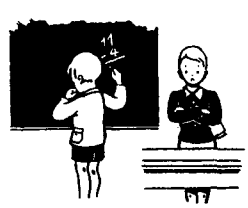
effet publié, à condition que l'auteur verse une somme largement supérieure à ce qu'il verserait s'il faisait appel directement aux service d'un imprimeur. Quant au suivi des ventes, il se révèle plutôt factice...
Cet annuaire est aussi un outil de travail très commode pour qui s'intéresse au monde de l'édition. L'activité de chaque maison est répertoriée. On trouve ainsi le nombre de livres publiés dans l'année, les spécialités, les délais de réponse lors de l'envoi d'un manuscrit, le mode de diffusion, etc.
Le CALCRE entend développer une «déontologie minimum» dans le monde de l'édition. Ce souhait provient d'un constat: seuls les éditeurs fixent les règles du jeu et, pour nombre d'entre eux, l'appât du gain tient souvent lieu de vocation. Et dans ce jeu où tous les coups sont permis, l'auteur a peu de recours s'il se sent lésé. Le CALCRE parviendra-t-il à «moraliser» la profession d'éditeur ?

Thierry MARICOURT

Les Cahiers au feu
Les anars au milieu
(air connu)

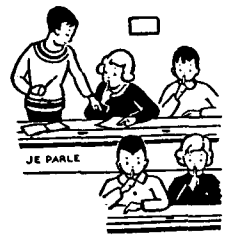
En 1985, Catherine Baker avait publié *Insoumission à l'Ecole obligatoire*. Elle annonçait la suite: une enquête auprès des enfants déscolarisés et de leurs parents. Elle s'intitule *Les Cahiers au feu*. L'essentiel de ce gros livre (459 p.) s'attache donc à donner la parole à ceux et celles qui ont catégoriquement refusé de mettre leurs enfants à l'école, refus opposé à l'Etat et à la morale sociale et non aux enfants eux-mêmes; il arrive que tel ou telle souhaite tâter de l'institution à un moment ou à un autre. S'ils persistent à préférer la buissonnière, c'est on s'en doute parce qu'ils s'en trouvent bien et que la vie est assez difficile et le monde odieux sans de surcroît endurer volontairement un abrutissement supplémentaire. Volontairement, puisque l'école n'est pas obligatoire. Ils sont pourtant peu nombreux à user d'un droit que la loi leur accorde quand le plus grand nombre s'oblige à une contrainte que personne ne lui impose. Dispersés, isolés souvent, leur refus de l'école s'inscrit presque toujours dans un refus plus large du mode de vie dominant. Le salariat, la consommation et l'école sont un tout dont ils tentent de se garder autant qu'il est possible.
Bien entendu, Catherine Baker ne pouvait se contenter d'une enquête de type journalistique. Les propos des parents –et ceux des enfants, recueillis par sa fille Marie– répondent aux poncifs que ces francs-tireurs ont dû subir mille fois de la part des parents, des amis, des services sociaux, etc. Marginal, illetré, asocial et futur chômeur, tel est le destin promis à l'enfant déscolarisé. Autant dire, et les Cassandre s'en apercevraient si l'horreur de tout ce qui s'écarte du sens commun ne leur ôtait toute faculté de discernement, le portrait type du jeune français frais émoulu de 18 années d'abêtissement scolaire. Car c'est bien après cent ans d'école imposée à tous que l'on doit déplorer la persistance de l'analphabétisme, rebaptisé «illétrisme» dans la propagande officielle. A beaucoup de ses victimes l'école n'a même pas appris à lire, et la grande majorité de ceux qui en seraient capables en principe s'en abstiennent toujours davantage pour quelque mystérieuse raison.

Parlons des écoliers : que font-ils?



Les écoliers comptent, ils récitent...

Cela pourrait-il tenir par hasard au caractère foncièrement autoritaire de l'obligation scolaire et sans doute de tout «projet éducatif» ? Il faudrait être anarchiste, pour le moins, pour évoquer pareille hypothèse. Il semble bien que l'espèce soit en voie de disparition, c'est ce qui explique peut-être la faiblesse du texte de Baker quand elle prétend batailler contre les anarchistes en se fondant uniquement sur les textes de Jean-Marc Raynaud. Celui-ci avait d'abord publié conjointement avec G. Ambauves un petit livre intitulé *L'Education libertaire* (Spartacus, 1978) très hostile aux expériences dites «alternatives», les enfants étant priés de manger leur poings si la faim de liberté se faisait trop sentir dans l'attente de la radieuse révolution libertaire. Raynaud seul a publié aux éditions du Monde libertaire un *T'are ta gueule à la révo !* (1987), version augmentée, ou pour mieux dire bouffie, de l'ouvrage précédent. C'est un catalogue irraisonné d'expériences pédagogiques ou de théories éducatives contestataires enrobé d'un pathos ahurissant dont je cite un exemple (p. 256): «Cela étant si je garde l'absurde au coeur comme une plaie ouverte et s'il m'arrive de faire preuve d'une certaine condescendance à l'encontre du pathétique qui suinte goutte à goutte d'une certaine démarche théorique marqué au fer rouge de Sisyphe, je n'en arrive pas pour autant à me résoudre à flotter au gré de l'instant.», etc. On est heureux d'apprendre qu'Achille Talon émarge à la FA. Dans ce second chef d'oeuvre (dont le seul intérêt réside dans certains documents historiques), Raynaud semble plus mesuré à l'égard des fuyards de l'Education nationale et Baker lui décerne une mention honorable: «étude bien documentée, menée avec conscience et nettement plus réfléchie» que la première. Il est agaçant de voir les élucubrations de Raynaud tenues à plusieurs reprises par Baker comme représentatives de la sensibilité libertaire au sujet de l'école. Il y avait un autre travail à mener, y compris à partir des journaux et brochures de la FA. Je ne crois pas d'ailleurs que les conclusions en eussent été plus encourageantes, mais le choix arbitraire de Raynaud comme «porte parole» (sans doute dicté par la facilité: il est plus aisé de consulter deux ouvrages que de mener une enquête plus large) amènent Baker à le bombarder «théoricien», à exagérer son influence (y compris au sein de la FA), bref à gonfler la baudruche pour la mieux crever ensuite.
Il eût mieux valu être plus complète et moins complaisante.



Puisque j'en suis aux remontrances: j'aurais aimé que *Chroniques libertaires* soit citée comme source documentaire des quatre textes des «Lascars» de 1986 que Baker publie intégralement. Il n'est pas inconvenant de citer aussi ses amis.
Reste le deuxième volet d'un diptyque sans équivalent jusqu'à présent et dont la pertinence n'est pas près d'être rendue caduque par les faits. La presse a, dans l'ensemble, fait silence sur *Les Cahiers au feu* tout comme on a déprogrammé plusieurs fois des émissions télévisées traitant de Mai 68. Ce que la société se complaît à déclarer marginal donc insignifiant, ancien donc méprisable, elle en redoute néanmoins la force de contagion. C'est une petite satisfaction.
C. Guillon

Les Cahiers au feu, Ed. Bernard Barrault, 1988, 120 F.

Honneur et gloire à l'école laïque
Où nous avons appris à penser librement.
A défendre, à chérir la grande République
que nos pères jadis ont faite, en combattant.(...)

Elle nous enseigna, des jours fameux, l'histoire;
En formant notre esprit, elle éleva nos coeurs,
Faisant revivre en nous l'éternelle mémoire
Des héros, des martyrs, des émancipateurs.

Extrait de *«Gloire à l'école!»*, poème de Jean Rynat publié -au premier degré !- par Libre Pensée, bulletin de la fédération girondine de la Libre Pensée, n°14, 2 ème trim. 1988.

The Culture of Terrorism

La Culture du terrorisme, Noam Chomsky, Boston, South End, 1988, 269 p.

Le dernier livre politique de Chomsky confirme sa trajectoire depuis 1965-70, amorcée avec L'Amérique et ses nouveaux mandarins (1969), avec un chapitre fameux de critique de l'historiographie sur la guerre civile espagnole et le silence imposé sur la révolution sociale et le rôle de la CNT-FAI. Alors qu'une partie des dirigeants étudiants de 68 ont évolué vers des positions sympathisantes vis à vis de la démocratie à l'occidentale, Chomsky a poursuivi sa critique politique des USA. C'est pourquoi les médias sont de plus en plus fermés à ses articles et ses lettres. Chomsky dénonce l'impérialisme nord-américain et tous les impérialismes, sans s'extasier sur l'URSS, la Chine ou l'Albanie. Qui plus et pire est, Chomsky n'éprouve aucune admiration particulière pour la démocratie européenne et il se permet de citer de temps en temps Bakounine.
L'introduction commence curieusement par «La conclusion essentielle -mais guère surprenante- de la documentation et des archives historiques est que la politique internationale et la sécurité des Etats-Unis, fondées sur la structure du pouvoir dans la société nord-américaine, ont pour principal objectif la défense de ce que l'on pourrait appeler la cinquième liberté, qu'on peut définir brutalement, mais assez exactement, comme la liberté de voler, exploiter, dominer et réaliser toute action qui facilite le maintien et le progrès des privilèges existants. Cette norme de conduite fut passée sous silence lorsque Franklin D. Roosvelt fit connaître les quatre libertés que les Etats-Unis et leurs alliés allaient défendre lors du conflit contre le fascisme: la liberté d'expression, la liberté de culte, la liberté face à la pénurie et la liberté contre la peur.» Etant donné que les historiens nord-américains se sont fixés comme objectif de déformer les faits «parce que les masses sont évidemment myopes, nos hommes d'Etat doivent les tromper (deceive them) pour insuffler la conscience d'intérêts à long terme» écrit l'historien Thomas Bailey en 1948, Chomsky et ceux qui pensent comme lui ont la «responsabilité morale» de réagir contre «la lâcheté morale et la corruption intellectuelle».
On pourrait imaginer que Chomsky va se lancer dans un exposé exhaustif de la politique nord-américaine, en insistant sur trois ou quatre points. En fait, il préfère écrire et réunir de brefs articles, avec une foule d'exemples différents qui forment comme une spirale qui conduit aux mêmes conclusions qu'un essai sociologique. Ce qu'on perd en clarté, on le gagne en intérêt, parce que Chomsky réussit à ne pas lasser le lecteur, sans doute parce qu'il ne publie pas pour justifier une chaire (ce n'est pas un professionnel de la politique) ni pour gagner de l'argent (il n'est pas journaliste), mais par devoir militant.
Ce type d'écriture fait que le compte-rendu peut trahir le livre si on tente d'ordonner certains points. Je préfère courir ce risque en soulignant que c'est ma lecture du livre.
En 1986, c'est l'»Irangate» qui, comme le «Watergate» peut apparaître comme une réaction démocratique contre tout abus de pouvoir. Chomsky ne s'arrête même pas sur ce point: il remarque que la politique de soutien à la guérilla d'assassins contre le Nicaragua était évidente et que la vraie question à poser est «pourquoi la presse a-t-elle mis tant de

temps à décrire ce qui était connu depuis si longtemps» (p. 56). Le scandale consistait, selon le politicien Mac Govern en ce qu'une nouvelle «administration a pris le pouvoir en annonçant que dorénavant le contre-terrorisme serait la pierre de touche de la politique extérieure des Etats-Unis et on s'est aperçu qu'elle avait vendu secrètement des armes au gouvernement le plus terroriste du monde» (p. 63).
Les conséquences n'ont pas été abordées: «Si l'on s'imagine que le Congrès va se brûler les doigts là-dedans, on peut toujours attendre» (selon les paroles du sénateurs John Tower, président de la»Commission Iran-Contra», p. 86). Chomsky fait le rapprochement avec la question du bombardement du Cambodge dont, rappelle-t-il, il ne fut pas question dans le dossier de l'affaire du «Watergate». «La leçon à tirer de l'affaire du Watergate est claire et simple: les gens au pouvoir se défendent, ce qui n'est pas étonnant. La répression dans le pays et les agressions criminelles sont légitimes, mais on ne doit pas violer les prérogatives du pouvoir national. C'est en gros ce qui se passe à l'heure actuelle. Nous apprenons beaucoup sur nous dans le fait que deux cas de corruption au niveau du pouvoir sont présentés comme une brillante démonstration de courage et d'intégrité des media, et de fermeté de la part de nos institutions et de leur exceptionnelle capacité de résistance aux attaques» (p.70).
Chomsky démontre que par l'intermédiaire d'agents israéliens, les U.S.A. envoyaient du matériel militaire sophistiqué à l'Iran depuis 1981. Après «l'Irangate», les envois étaient effectués aussi par le Portugal, la R.F.A., l'Espagne, le Chili ou l'Afrique du Sud. Autrement dit, sans qu'il y ait de relation avec la question des otages. La stratégie des U.S.A. consistait à gagner les faveurs des militaires iraniens et à les inciter à renverser Khomeiny en suscitant un «Pinochet iranien» (selon le journaliste anglais Charles Glass).
La presse des U.S.A., toujours élogieuse pour les dictatures mises en place grâce à la C.I.A., ne voyait que démocratie dans les régimes du shah (issu du putsch de 1953) et de Somoza (installé grâce à l'intervention des «marines» dans les années 20). Actuellement, elle dénonce constamment les totalitarismes et les crimes de l'Iran ou du Nicaragua sans jamais signaler les assassinats de civils par la Contra. Les condamnations des Etats-Unis par la Cour internationale de justice de La Haye à la suite des actions clandestines contre le Nicaragua ou par l'O.N.U. pour le bombardement de la Lybie sont tout simplement ignorées par cette même presse. Même silence quant aux liens entre Contra, C.I.A. et trafic de drogue (dont les bénéfices ont permis de financer la guérilla antisandiniste). Comme à son habitude, Chomsky renverse la logique de la critique de droite. Ainsi, utilisant l'argumentation de Reagan justifiant le bombardement de la Lybie écrit-il: «D'innombrables peuples du monde pourraient bombarder Washington en causant des dizaines de milliers de victimes en représailles contre les actes des commandos terroristes qui opèrent impunément sur leur territoire» (p. 80).
Il est évident que Chomsky a de la sympathie pour le régime nicaraguyen, mais il n'émet aucune déclaration de soutien explicite. Il souligne les tentatives des sandinistes pour concéder des possibilités d'expression politiques à leurs adversaires, mais n'en fait pas un motif d'admiration béate. A ce sujet, on peut faire la comparaison avec une brochure éditée par l'Atelier de création libertaire de Lyon («Joël Fieux, paroles et écrits», 1987, 71 p.), où l'on constate – si l'on en croit les textes présentés – cette aberration classique chez les militants consistant à endosser un point de vue très politicard sous prétexte de misère sociale (accentuée ici par le sous-développement).
Dans sa conclusion, Chomsky exprime l'espoir que face à la servilité de la presse des U.S.A. puissent surgir des «communautés organisées et stables de solidarité et de soutien qui fassent que l'indifférence aille au-delà du cynisme et du désespoir. Elles peuvent encourager la pensée indépendante et offrir des moyens d'auto-défense intellectuelle contre l'obstacle quotidien de la propagande» (p. 256). Enfin Chomsky envisage l'existence de groupes se consacrant à l'autogestion ouvrière et au contrôle de la collectivité, ce qui, pour le pouvoir, serait «bien plus dangereux que l'indépendance morale et l'intégrité».

F. M.

ABC do sindicalismo revolucionario
Edgar Rodrigues, Achiamé (Sao Paulo), 1987, 101 p.

Alors que la plupart des brochures anarcho-syndicalistes semblent répéter les mêmes thèmes, sans rapport précis avec l'actualité, Edgard Rodrigues réussit à cerner le passé et le présent.
Pour ce faire, il effectue un va-et-vient constant entre l'impasse actuelle du Brésil et les solutions anarcho-syndicalistes dans le passé brésilien. Les digressions historiques sont limitées, mais intéressantes (origines de la journée de 8 heures, depuis les XIV-XVI ème siècles, en Grande Bretagne et en Espagne). L'antimarxisme et l'antifascisme sont clairs. Le dernier tiers de la brochure est constitué par une sélection de textes anarcho-syndicalistes uniquement brésiliens (éducation, féminisme, lutte de classe, grève et boycot, origines du syndicalisme).

F.M.

Proudhon 1849-1855 (tome I), **Proudhon** 1855-1865 (tome II), Haubtmann Pierre, Paris, Desclée de Brouwer, 1988, 444 et 447 p., chaque volume: 250F.

Cet ouvrage constitue une double preuve de fidélité. L'auteur est mort en 1971: ses proches ont trouvé un éditeur pour publier son oeuvre. Ce catholique haut placé dans la hiérarchie de son église, en possession d'une partie des archives personnelles de Proudhon a pris sur lui d'en faire une étude honnête et en pro-

fondeur. Et ce, bien qu'il ne partageât qu'une proportion très limitée des idées de Proudhon. Il s'agit donc d'une oeuvre pédagogique, systématique, sans passion, qui se fonde sur une connaissance exhaustive des écrits de Proudhon et du climat politique de son époque.
L'oeuvre est une biographie chronologique à partir de trois sources; les oeuvres de Proudhon et les témoignages de ses contemporains, le journal intime de Proudhon et enfin des inédits recueillis par l'auteur. Trois aspects de la vie de Proudhon se dégagent de l'ensemble. Ses contacts avec des politiciens d'abord, de Napoléon III à son cousin, ce qui fait écrire justement à Pierre Haubtmann: «On s'explique mal comment il peut concilier les théories anarchistes qu'il était en train d'exposer dans les colonnes de la Voix du Peuple avec ses appels au gouvernement» (I, p. 49). D'autant que Proudhon revient souvent sur ses foucades; Napoléon III est un «fils et petit-fils de catin» (I, p. 150). Il y a aussi son orgueil quant à la justesse de ses thèses: «On l'aurait souhaité moins sensible à ses propres intérêts, plus intransigeant, plus intraitable. Il lui arrive de perdre pied» (I, p. 62). Et enfin, on constate son acharnement au travail, dans toutes les directions, en partie explicable par la nécessité de nourrir sa famille (I, p. 421).
Sans doute les appels de Proudhon en direction de Napoléon III et d'autres partisans de l'autoritarisme s'expliquent-ils par son refus du renversement social par la violence. D'où la possibilité d'une coexistence soulignée par Haubtmann (I, p. 189). Pourtant, Proudhon accepte l'idée d'une «société de vengeurs» (selon ses propres termes) sur le modèle de groupes clandestins allemands (I, p. 182). Haubtmann insiste sur la double vision du monde chez Proudhon: sur le plan individuel, il y a un «ordre autoritaire, hiérarchique, fortement inégalitaire, et même sacral, appuyé sur une propriété familiale, transmissible.» Sur le plan social, il prône l'Anarchie. Comme le dit Proudhon: «La famille est l'élément qui constitue le peuple; elle n'est point l'unité sérielle qui engendre l'Etat: cette unité, c'est l'atelier. (I, p. 306-307). On perçoit conjointement chez Proudhon l'approfondissment de l'anti-autoritarisme et le renforcement de traditions réactionnaires.
En dépit des critiques, Proudhon reste fidèle à lui-même. Son aspect positif réside dans son exposé du mutuellisme et du fédéralisme, qui sont fondés sur une morale antérieure au christianisme: «Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît; faites constamment aux autres le bien que vous attendiez en recevoir» (II, p. 384). Il y a également la morale sans dieu (II, p. 78), une pédagogie manuelle et intellectuelle (II, p. 93), sa vision libertaire de la Franc-maçonnerie (parfaitement dédaignée par cette dernière, bien entendu) (II, p. 186-187). Sont en revanche négatifs sa vision de la femme et du mariage, tout à fait conformes au catholicisme antérieur au XIX° siècle (I, p. 291, 304, II, p. 59-60); ses conceptions de la littérature et de l'esthétique, bassement moralisatrices (II, p. 81, 304-309); son mépris pour le nationalisme polonais, italien ou belge (II, p. 191, 331).
Haubtmann insiste sur un début de réflexion mystique chez Proudhon (II, p. 402), qui me semble bien ténu. Un mélange de gâtisme et d'esprit franc-maçon ont sans doute orienté Proudhon vers l'hypothèse d'un dieu (en tous cas indifférent au monde terrestre).
Haubtmann ne se livre à aucune réflexion finale, mais je pense que la meilleure conclusion sur Proudhon est celle du Russe Alexandre Herzen (sorte de père spirituel de Bakounine et très proche de Proudhon) publiée en 1859, du vivant de Proudhon donc, mais en russe: «Le grand iconoclaste a eu peur de la personne humaine libérée (...) et il l'a immolée au dieu sans humanité, au dieu glacé de la justice. (...) Proudhon, en se libérant de tout, sauf de la raison, a voulu rester non seulement un mari dans le genre de Barbe-Bleue, mais encore un nationaliste français (...)» (II, p. 98). C'est en gardant en tête cette formule de Herzen qu'on peut mieux apprécier Proudhon.
F. M.

Nanterre 1965-66-67-68

Vers le mouvement du 22 mars
Jean-Pierre Duteuil
(préface de Daniel Cohn-Bendit; photos inédites)
Ed. Acratie, 1988, 238 p., 168 F.

A la différence des autres ouvrages qui ont marqué l'évocation de mai 68, celui-ci n'aborde pratiquement pas les événements et encore moins l'intimité des vedettes (marxistes) comme le font Hamon et Rotman. Les noms de famille des protagonistes sont remplacés par un prénom et une initiale; les détails truculents, intimistes, sont écartés.
Il s'agit d'un livre concis, foncièrement libertaire, qui décrit impartialement l'apparition du militantisme étudiant et libertaire sur le campus de Nanterre. Un militantisme spécifique: «On a beau être JCR, anar ou militant des CVB (les trois forces politiques qui se retrouveront dans le 22 mars), on est en plus de Nanterre, tout comme les inorganisés qui rejoignent petit à petit le mouvement. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser aussi bien l'impact des groupes politiques que l'irruption des inorganisés et la fusion relative qui s'ensuivit. Une relative perméabilité des chapelles les unes par rapport aux autres du fait des nécessités de la vie quotidienne»(p.22) Autrement dit, l'implication dans un espace de militantisme unique entraîne – à Nanterre– une certaine tolérance et l'entraide et approfondit la rupture avec les militants occasionnels des appareils trotskistes (JCR), maoïstes et libertaires. Jean-Pierre ne traite pas de ce dernier point, mais il suffit de consulter *Le Combat syndicaliste* de mai 68, *ICO* du début 68, voire *le Libertaire* pour lire des analyses de la situation à Nanterre d'un sectarisme stalinien, quoiqu'estampillé libertaire ! Jean-Pierre a préféré mettre l'accent sur les groupements marxistes-léninistes, plus nombreux et plus importants, qu'il s'agisse du sectarisme des amis de Krivine ou des prochinois chez qui «invectives et même menaces de mort sont monnaie courante»(p. 38).

Autre aspect spécifique, l'origine sociale des militants: à prédominance «très modeste» ou petite-bourgeoise pour les anars; plus bourgeoise pour les amis de Krivine, encore davantage pour les maoïstes. Enfin, l'activité des libertaires est en prise avec le campus et ses problèmes: démocratie et syndicalisme étudiant, libre sexualité dans les résidences universitaires, critique du contenu des programmes et des examens; sans oublier des thèmes proprement anarchistes: antimilitarisme, diffusion de la presse anar, solidarité antifranquiste. Plus schématiquement, ce que les camarades ont introduit à Nanterre c'est l'action directe et le non-sectarisme de militants réellement présents sur place.

On pourrait dire que c'est l'attitude des anarcho-syndicalistes espagnols que les camarades de Nanterre ont appliquée. On est loin des campagnes épisodiques par tracts ou affiches ou de mots d'ordre parcellaires (esperanto, libre pensée, végétarisme, etc.) sans préparation ni lien avec la réalité du milieu choisi.
Malgré sa concision, Jean-Pierre aurait pu éclairer en note les raisons de la présence de l'extrême-droite à Nanterre et clarifier les dissensions entre anars. Le travail de recherche doit se poursuivre, d'une part à propos de l'organisation et du développement du 22 mars en mai-juin 68, d'autre part pour comprendre l'apparition d'embryons de 22 mars ailleurs. Il ne s'agit pas d'évocations gratuites mais bien du problème des rapports des minorités révolutionnaires avec le pouvoir et avec les inorganisés (10 millions de personnes en grève plus ou moins volontaire). Rappelons que Geismar, July, et d'autres théorisaient la guerre civile sous le patronage de Saint-Marx; d'autres la crise mondiale irréversible ou le soulèvement des habitants des bidonvilles ou encore l'organisation du grand parti lambertiste. Enfin, sous le patronage de Saint-Bakounine, d'autres se lancèrent dans l'usage exemplaire des bombinettes, du militantisme de quartier ou du retour à la sexualité naturelle. Plus de vingt années après, au-delà des excès, 68 reste l'exemple le plus proche et le plus riche d'enseignements pour la situation actuelle.
Frank Mintz

G. Mallada, alcalde anarquista, Alvarez Ramon Avelino, Barcelone, éd. par l'auteur, 1987, 342 p.

Paradoxalement, la partie du livre qui pourrait en justifier le titre («Mallada, maire anarchiste» – il fut maire de Gijon, petite ville des Asturies, d'octobre 1936 à octobre 1937, date de l'arivée des franquistes), n'occupe que quelques pages et concerne une amélioration du tracé des rues, fort nécessaire aujourd'hui encore.
En fait, il s'agit d'une biographie-anthologie de Mallada (7 août 1894 – 27 mars 1938), militant anarcho-syndicaliste asturien qui fut un des piliers de la C.N.T. de 1923 à sa mort, dans d'un accident de voiture lors d'une tournée aux U.S.A. pour recueillir des fonds au profit de la C.N.T-F.A.I.). L'auteur évoque l'évolution de l'anarcho-syndicalisme asturien, mais sans traiter vraiment l'année 1934 ou la période 1936-37 (qui devraient être étudiées dans un prochain livre). De plus, il utilise une mauvaise méthode de travail, celle qui consiste à publier des résumés de certains documents en les présentant comme des originaux et à en censurer d'autres lorsqu'ils sont trop polémiques à son goût. Ce dernier procédé surprend d'autant plus lorsqu'on connaît l'agressivité des textes cités dans Historia negra de una crisis libertaria contre la C.N.T.-F.A.I. Il reste que l'intérêt de ce livre contribue à compenser ses faiblesses.
Dès 1924, Mallada assimile la Tchéka à l'Inquisition. Il rejette les critiques concernant une possible pression des groupes de la F.A.I. sur la C.N.T. dans la mesure où tout groupe de cénétistes qui délibèrent en dehors de l'organisation syndicale exerce une pression identique. Il définit une pédagogie libertaire en 1933: «Une école où on enseigne comme vraie la cosmologie de la Genèse est aussi criminelle que celle où on prétendrait apprendre aux enfants l'idéologie anarchiste.» Il faut préciser que tout en étant ouvrier métallurgiste, Mallada avait fait des études et était devenu instituteur.
Comme la majorité des cénétistes asturiens, il est partisan des fédérations d'industrie et de l'accord avec les syndicalistes de l'U.G.T. socialiste, et même avec les communistes, sans pour autant cesser de critiquer l'U.R.S.S. Indirectement, on suit l'histoire de la C.N.T. de Gijon et des Asturies.
F. M.

L'anarchie dans tous leurs Etats

– «Renaud <le chanteur>, ou ce qu'il reste de plus authentique, vingt ans après, de l'anarchisme un peu syncrétique des enfants terribles de mai.»
Le Monde, 4-5 sept. 1988.
N.b. On peut se procurer en librairie un album de photos de mai 1968, commentées par Renaud sur un mode anarcho-cégétiste effectivement très oecuménique, à défaut d'être «authentique». Renaud «se définit lui-même comme "anarcho-mitterrandiste".» *Le Canard enchaîné*, 19 oct. 1988.

– «Le Bureau politique du P.c. polonais a averti, dans un communiqué, que le pouvoir ne saurait tolérer «le retour à l'anarchie» en Pologne.»
Le Monde, 19 août 1988.
N.b. Lech Walesa non plus, semble-t-il.

– Patrik Sébastien, célèbre animateur de télévision a déclaré: «Je suis un anarchiste chiraquien, parce que, pour moi, Chirac, c'est le peuple.»
Le Canard enchaîné, 12 oct. 1988.

ECHOOOOS

Histoire

– Le Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale espère mener à bien de nombreux projets, dont l'édition ou la réédition de textes introuvables, l'ouverture de permanences régulières qui faciliteraient la consultation des archives, l'organisation de débats, d'expositions, etc. Il propose aux personnes intéressées de prendre contact avec lui, d'envoyer textes, affiches, brochures, concernant des luttes sociales. Il se propose aussi d'archiver les documents dont certains souhaiteraient se défaire.
C.R.A.S. B.p. 492, 31010 Toulouse cedex.

Libre circulation

– Le Regroupement d'opposants à la bagnole diffuse une brochure intitulée... *Contre la bagnole* (5F). Beaucoup d'arguments de bon sens (voyez le week-end le plus proche) et tous les inconvénients de prendre comme analyseur du monde moderne un sujet d'indignation séparée.
Regroupement d'opposants à la bagnole, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

Atome crochu

Créé en 1987, le comité «Irradiés de tous les pays, unissons-nous !» (B.p. 3, 93301 Aubervilliers cedex) s'est donné pour but de contribuer à la suppression du nucléaire en en favorisant la critique et celle de la société qui l'engendre. Le comité publie la revue *Des fissures dans le consensus* (le numéro 20_F) qui recense les mensonges nucléaristes et recueille les échos des luttes antinucléaires dans la presse française et internationale.
La critique de l'étroitesse du point de vue écologiste, bien explicitée dans la plate-forme du comité est moins sensible au fil de la revue, inconvénient sans doute inévitable du genre «contre-information spécialisée».

CIRA

Le CIRA de Genève annonce dans son bulletin 44 (automne 1988) son nouveau numéro de case postale: CP 214, 1211 Genève 13.

Démocratie directe

Une «Association pour le Développement de la démocratie Directe» («A3D», sic) a organisé le 7 janvier dernier un colloque sur le référendum d'initiative populaire. Le président de l'»A3D» se trouve être... Yvan Blot, député RPR et membre du conseil d'administration du Club de l'Horloge. Parmi les intervenants, on relevait les noms d'Henry de Lesquen, également membre du Club de l'Horloge et secrétaire général des HLM de la Ville de Paris, Jean-Yves Le Gallou, conseiller régional du Front national, Alain Peyrefitte, Jean Foyer et Jacques Médecin. Le Club de l'Horloge confirme ainsi, sous un masque d'occasion, sa vocation à favoriser les contacts entre droite dure et néonazis, la nouveauté étant l'accaparement du thème de la «démocratie directe».

CIRA bis

Le CIRA Marseille organise une conférence sur «La philosophie de Bakounine» par Serge de Korte, le samedi 18 mars 1989 à 15h, au 5 rue des convalescents, 13001 Marseille.

dernières parutions

L'Antiterrorisme à la française (titre provisoire au moment où nous bouclons), Serge Quadruppani, à paraître en février à la Découverte.

Sous les plis du drapeau noir, (souvenirs tome III), Maurice Joyeux, Ed. du Monde libertaire, 1988, 120 F.

Oeuvres choisies, Camillo Berneri, Ed. du *Monde libertaire*, 1988, 349 p., 120 F. /Excellent ouvrage. F.M./

Entre el sol y la tormenta, Sara Berenguer, Calella, Seuba ediciones, 1988, 323 p.

Antologia del anarco-sindicalismo, Victor Garcia, Caracas, Ed. Ruta, 1988, 551 p., 50 F.

Horlogers de l'anarchisme, Emergence d'un mouvement: la Fédération jurassienne, Mario Vuilleumier, Lausanne, Payot, 340 p., 1988, 146 F.

Le Mensonge cru, De la décomposition de la presse dans l'achèvement de l'aliénation médiatique, Mezioud Ouldamer et Remy Ricordeau, Ed. SIHAM, 24, rue des Trois-Frères, 75018 Paris, 123 p., 70 F.

Citoyennes tricoteuses, Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française, Dominique Godineau, Alinea, 1988, 420 p., 149 F. /Livre remarquable, le meilleur suscité par le Bicentenaire, apporte des éléments nouveaux sur les rapports entre Enragés et Citoyennes Républicaines Révolutionnaires. C.G./

Où va la CNT ? (brochure), 1988, 22 p., «Réflexions sociales», Case postale 213, 1000 Lausanne 6 – Ouchy, Suisse. / Défend le point de vue de la CNT-AIT, bien informé mais tendancieux. F.M./

Félix Carrasquer, n° spécial de la revue **Anthropos** (Barcelone). /Pédagogue, Carrasquer participa aux collectivités aragonaises pendant la révolution./

Spleen et Révolution 68-88, «par un anonyme de la fin du XXème siècle», 81 p., 50 F. /Point de vue libertaire sur Mai./

Evénements d'URSS (première partie), **Les mauvais jours finiront** n° 7. /Traductions d'articles de la revue dissidente *Chronique Expresse./*